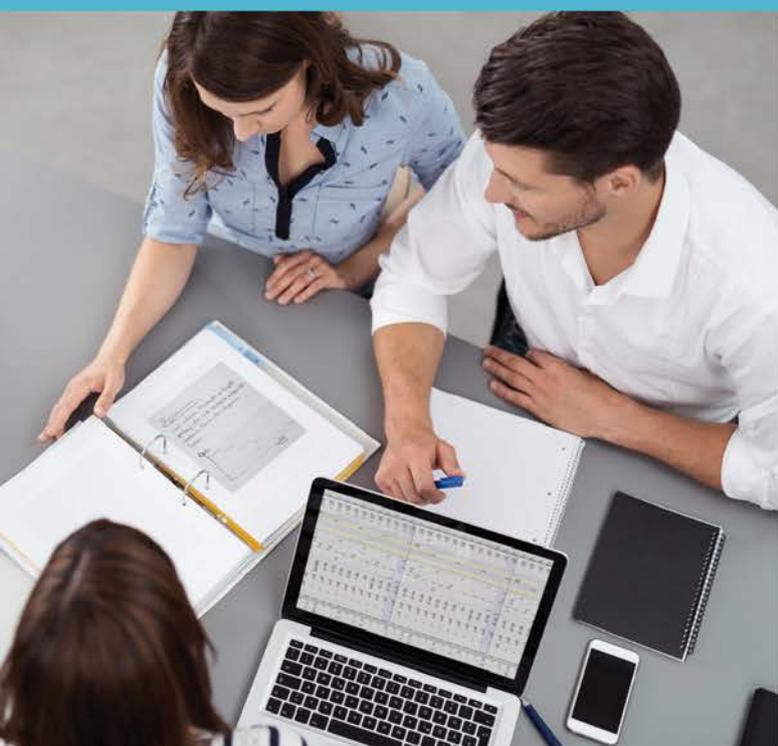


Rapport annuel 2016

ICE Groupe
Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe



■ GROUPE
ice

Sommaire

1 Présentation du groupe

1.1. Historique	3
1.2. Activités et organisation	4
1.3. Synthèse des résultats consolidés	24
1.4. Recherche et développement : l'âme du groupe*	26
1.5. Facteurs de risque*	27

2 Gouvernement d'entreprise et capital social

2.1. Rappel des principes de la gouvernance	29
2.2. Mandataires sociaux*	30
2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2016*	32
2.4. Informations concernant l'actionariat*	34

3 Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2016*

3.1. Situation et activité du groupe	35
3.2. Rapport sur les comptes sociaux	40
3.3. Faits marquants, évènements récents, perspectives	41

4 Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés	43
4.2. Bilans consolidés comparés	44
4.3. Tableaux de variations des capitaux propres consolidés	46
4.4. Tableaux des flux de trésorerie consolidés comparés	47
4.5. Notes annexes	48
4.6. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2016	61

4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	62
--	----

5 Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés	64
5.2. Bilans comparés	65
5.3. Tableau des flux de trésorerie	67
5.4. Notes annexes	68
5.5. Liste des filiales et participations au 31 décembre 2016	74
5.6. Résultats financiers sur cinq ans	75
5.7. Rapport général des commissaires aux comptes	76

6 Responsabilité sociale et sociétale de l'entreprise*

6.1. Informations sociales	77
6.2. Informations sociétales	81

7 Assemblée générale 2017

7.1. Ordre du jour*	82
7.2. Résolutions présentées par le directoire*	83
7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	85
7.4. Affectation du résultat	86

8 Annexes

8.1. Ruban bleu 2016	87
8.2. Organigramme financier	88
8.3. Table de concordance du rapport de gestion	89

* Ces informations font partie intégrante du rapport sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé tels que prévus par les articles L225-100, al. 2 et L232-1, II du code de commerce.

1. Présentation du groupe

1.1. Historique

1947 Pour le compte d'EDF, création de ICE par Paul BOULARD et un associé.
Fabrication de relais et protections de réseaux THT.

1987 Création de OTN, Organisation des Travaux Nucleaires.

1989 Création de MEDIANE SYSTEME par François BERTAULD et deux associés. ESN spécialisée dans l'informatique technique.

1991 Création de STILOG IST par François BERTHELOT et Christophe POIRMEUR. ESN spécialisée dans l'informatique technique.

2000 Reprise des activités de CEE et de trois de ses filiales étrangères.
MEDIANE SYSTEME (contrôle en 2005) et STIC rejoignent le groupe.

2007 Création de MEDIAL CONCEPT. COMPELMA rejoint le groupe.

2009 Création de MÉDIANE INGÉNIERIE.

2010 EC2E et ECI rejoignent le groupe.

2014 STILOG IST (avec *Visual Planning*®) rejoint le groupe.

2015 Avril : ISIT rejoint le groupe. Premiers salariés à STILOG Inc. (USA). Scission ICE / ICE Groupe.
Octobre et novembre : OTN et m2es Technologies rejoignent le groupe.

2017 Janvier : m2es Technologies et MEDIAL CONCEPT fusionnent et deviennent WAT « We Are Technologies ».

ICE Groupe

Plus de 15 ans de croissance profitable

Avec près de 800 collaborateurs et un chiffre d'affaires proche de 100 M€, le groupe a :

- quadruplé de taille au cours des quinze dernières années,
- accueilli, par croissance externe, une quinzaine de sociétés aux métiers complémentaires,
- constitué, surtout par croissance interne, un socle à la solidité éprouvée.

Une offre en constante évolution, une politique dynamique de ressources humaines et une organisation originale et attractive d'entrepreneurs associés constituent les fondements du succès de ICE Groupe.

98,6 M€(+21%)

Chiffre d'affaires
2016

4,9 M€

Résultat net
2016

9,8 M€(+38%)

Résultat opérationnel
2016

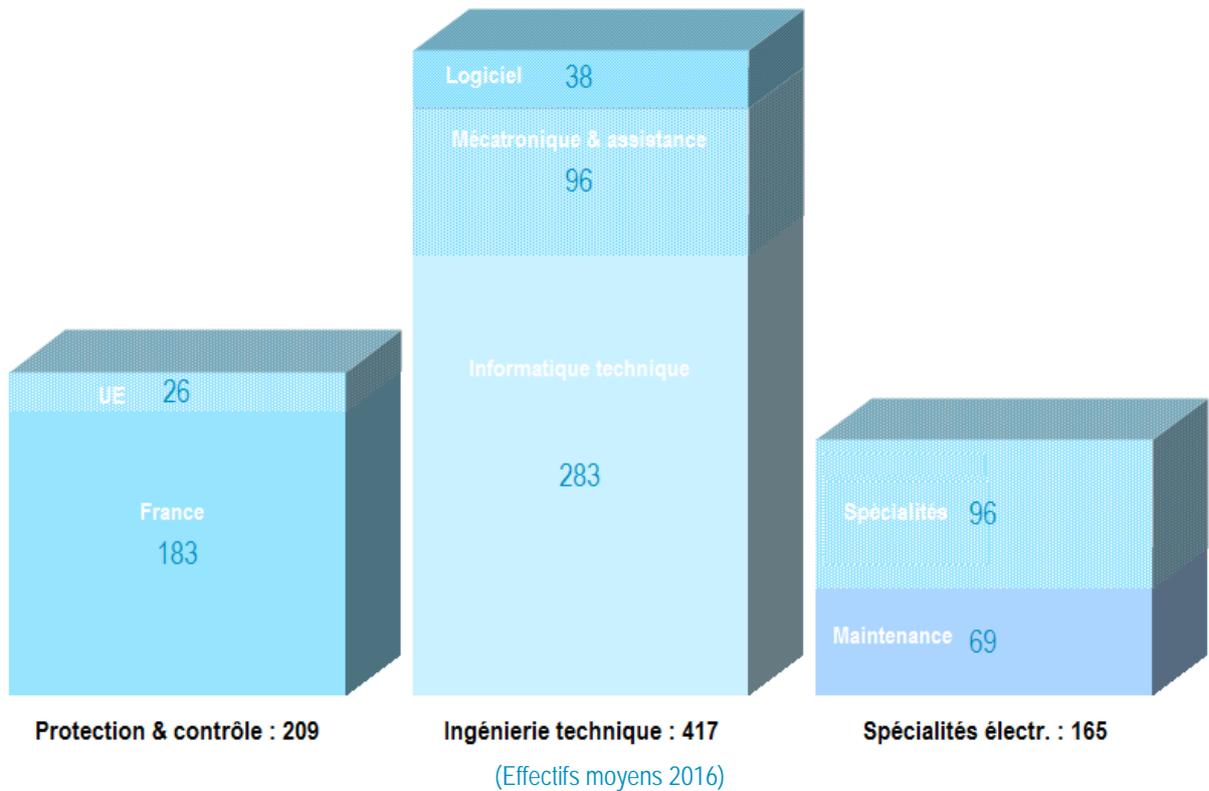
791

collaborateurs
2016

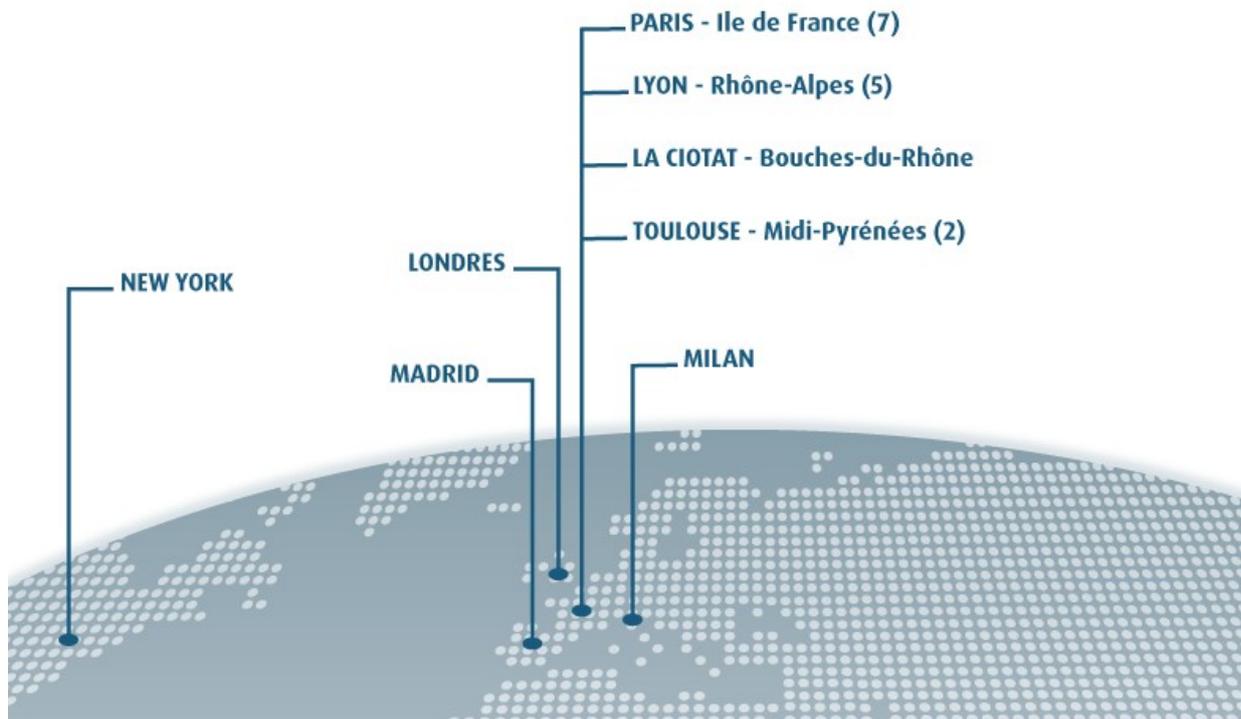
1.2. Activités et organisation



Répartition des effectifs par activités



Nos implantations



ICE Groupe



Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe est la société mère holding.

Implanté en banlieue de Paris à Alfortville (94), ICE Groupe manage et assiste les sociétés du groupe dans leurs fonctions opérationnelles, notamment industrielles et commerciales. Elle assure également le secrétariat général, les fonctions comptables et financières et les conseils sociaux et juridiques.

Ses principaux dirigeants sont :

Pierre Fustier, président du directoire,

Didier Bantegnies, membre du directoire (activités hardware),

François Bertauld, membre du directoire (activités ingénierie).

(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Alain Debrie, directeur juridique groupe (voir également fonction dans ICE)

Jean-Pierre Allidières



ESC Rouen. Carrière commencée dans l'analyse de gestion en entreprise industrielle.

Entré à ICE en 1987 : contrôleur de gestion, puis directeur administratif et financier adjoint à compter de 2001.

Directeur comptable groupe depuis 2009.

Jean-Yves Fustier



ESSEC. Carrière amorcée dans l'analyse des sociétés cotées sur les marchés financiers (en banques d'affaires et d'investissement, Crédit Suisse, Financière de l'Echiquier).

Entré à ICE Groupe en 2016.

Secrétaire général (participations et développement).

Plus d'informations sur <http://www.icegroupe.com>

Les dirigeants



Protection & contrôle



Activités de ICE



 Industrielle de Contrôle et d'Équipement est une société spécialisée dans les produits et systèmes assurant la protection, les automatismes et le contrôle-commande des réseaux électriques.

ICE commercialise ces équipements pour les réseaux de production, transport, distribution, ferroviaire et industrie sous les marques ICE, CEE et Technirel.

Implantée en banlieue de Paris à Alfortville (94) et Brie Comte Robert (77), elle réalise la conception, la production, la commercialisation, l'assistance technique de ses produits et systèmes. La gamme de produits est composée principalement d'appareils électroniques et numériques (relais de protection, centrales de mesure, automates spécialisés ou encore appareillages de synchro-couplage) et relais électromécaniques. Les systèmes de contrôle-commande et supervision sont adaptés à la conduite de réseaux de transport ou de distribution, ainsi qu'à celle des installations industrielles complexes.

Tous les services associés sont assurés : formation, études de réseaux, études d'application, mise en service et expertise.

Ses principaux dirigeants sont :

Pierre Fustier président (et président du directoire de ICE Groupe),
Didier Bantegnies, directeur général (et membre du directoire de ICE Groupe).
(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Alain Debrie



Maîtrise de droit privé, droit social.
Entré à ICE en 1978, chef du personnel en 1979 puis **directeur du personnel et des relations sociales** à compter de 1985, membre du comité de direction.
Conseiller prud'homme depuis 2003. Président d'audience à partir de 2010.

David Destrés



Ingénieur ECE Paris, DEA ENSAM. Carrière commerciale commencée chez Faurecia, AREVA T&D, puis ABB Transformateurs.
Entré à ICE en 2015 : **directeur division** IPF Industrie Production Ferroviaire.
Membre du comité de direction.

Daniel Huitorel



Ingénieur ENSI Caen.
Entré à ICE en 1991, chef de projet, responsable puis **directeur Recherche et Développement**.
Membre du comité de direction.

Yorick Léciagueçahar



Ingénieur ESE. Carrière commerciale commencée chez Dassault Aviation, en association, puis Converteam (GE)
Entré à ICE en 2016 : **directeur division** D Distribution (Enedis).
Membre du comité de direction.

Plus d'informations sur <http://www.icelec.com>

Activités de CEE España



CEE España (Continental de Equipos Eléctricos, SA) est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Madrid, la société vise la clientèle espagnole et celle des pays hispaniques (pays d'Amérique du Sud). Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce, de services (études de sélectivité, courts-circuits, mises en services, etc.) et de formation.

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie (raffineries et gaz, ses principaux clients étant Repsol et Cepsa) et le ferroviaire.

Elle est dirigée par

Juan Núñez Recuero



Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid.
Entré à CEE España en 1986, ingénieur applications, puis directeur technique.
Directeur général depuis 2001.

Jesus Garcia Castañeda



Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid.
Entré à CEE España en 1989, ingénieur commercial.
Directeur commercial depuis 2008.

Plus d'informations sur <http://www.relescee.es>

Activités de CEE Italiana



CEE Italiana SRL est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Milan, la société vise la clientèle italienne. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des services et du négoce de produits associés (SKM, RS Isolsec).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans le pétrole et le gaz (ENI), la chimie et l'énergie.

Elle est dirigée par

Alberto Mosconi



Ecole Polytechnique de Milan, electrical engineering.
Ingénieur protection cathodique à SNAM.
Entré à CEE Italiana en 1986, ingénieur puis directeur technique.
Directeur général depuis 2005.

Giovanni Meroni



Ecole ITIS "De Nicola" de Milan.
Ingénieur applications à Redi Electric, puis ingénieur commercial chez ABB.
Entré à CEE Italiana en 1980, ingénieur technico-commercial puis
Directeur commercial depuis 1998.

Plus d'informations sur <http://www.ceeitaliana.com>

Activités de CEE Relays



CEE Relays Ltd est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Londres, la société vise la clientèle britannique, irlandaise et du Commonwealth. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce de produits associés, de services (engineering, assistance à application, testing/commissioning) et de formation (SKM).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie pétrolière onshore et offshore (plateformes, raffineries) et le ferroviaire.

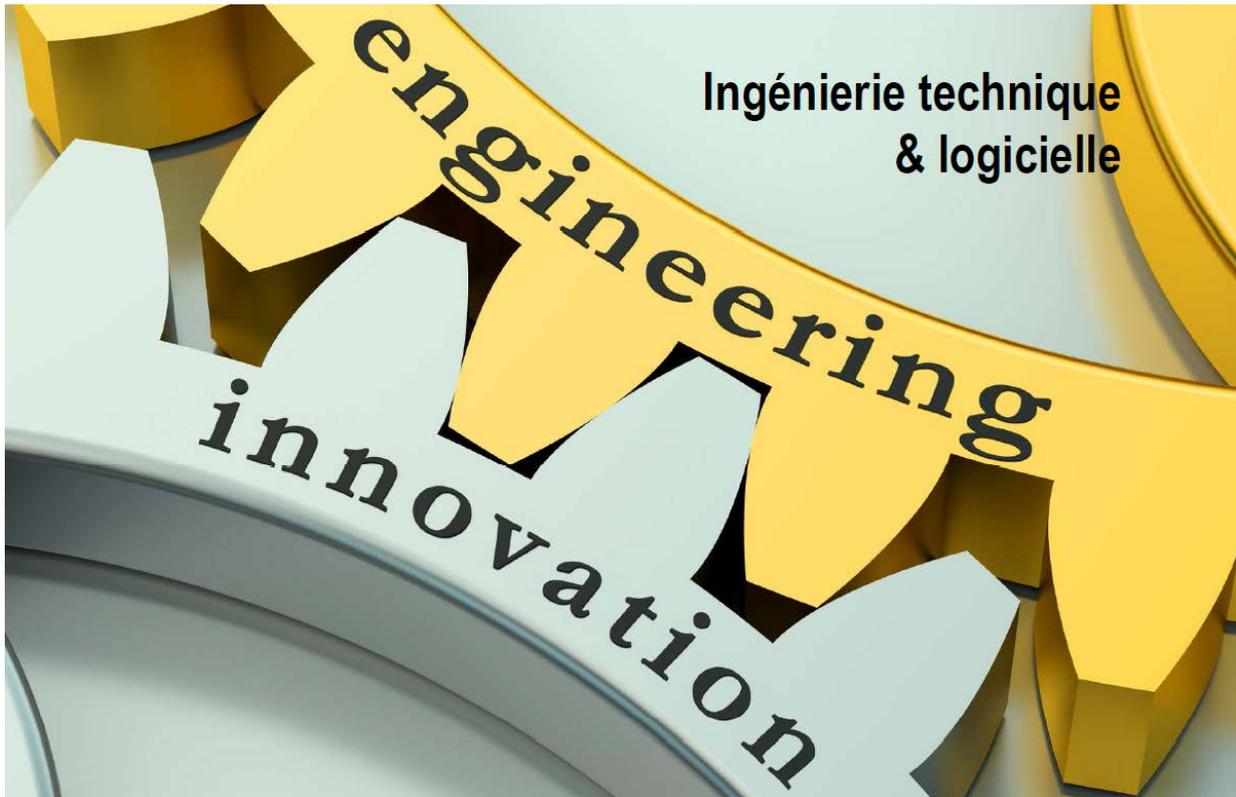
Elle est dirigée par

Robert Dickson



Bath University, BSc, Bath University, MEng
Electrical Engineer, London Electricity PLC (1995 – 1997)
Application Engineer, CEE Relays Ltd. (1997 – 2015)
Managing Director (2015 – present).

Plus d'informations sur <http://www.ceerelays.co.uk>



Activités de Médiane Système



Médiane Système est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée en banlieue parisienne à Le Pecq (78), ainsi qu'à Lyon (69) et Grenoble (38), elle se situe sur le marché de l'externalisation de la Recherche et Développement. Ses métiers, fédérés autour de l'ingénierie de systèmes de hautes technologies, sont orientés sur des axes essentiellement techniques : applications informatiques industrielles, temps réel, informatique embarquée, électronique numérique et analogique. Ses prestations se réalisent dans les locaux de Médiane Système (forfaits ou plateau) ou directement dans ceux des clients, par détachement de personnel (régie).

Médiane Système est présente dans plusieurs secteurs industriels ; les principaux sont les équipements électriques et industriels, le ferroviaire, l'automobile, le médical, les télécoms, la défense et la télévision numérique.

Elle détient 96% du capital de sa filiale Médial Concept et 39% de sa participation Médiane Ingénierie.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld



ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet dans la ESN KTT.
Fondateur de Médiane Système en 1989.
Directeur général puis **Président-directeur général** (et membre du directoire de ICE Groupe).
Actionnaire de la société.

Patrick Sommacal



ISEP. Carrière commencée à Alcatel CIT, puis Comptoir Lyon Alemand Louyot et dans la ESN Alten.
Entré à Médiane Système en 1993 comme chef de projet puis consultant senior, il en devient directeur technique, puis directeur de la division Affaires en 2008. Administrateur depuis 2000.
Directeur général depuis janvier 2010.
Actionnaire de la société.

Plus d'informations sur <http://www.mediansysteme.com>

Activités de Stilog IST

 est une société de services en informatique scientifique et technique, également éditrice de logiciels.

Implantée en banlieue parisienne à Nanterre (92) et également à La Ciotat (13), elle se situe sur les marchés de l'édition logicielle et de l'externalisation de la Recherche et Développement.

Son progiciel  est un outil de gestion de ressources et de planification opérationnelle. Sous la forme de tableau de bord, il permet de gérer les tâches et d'optimiser l'organisation des entreprises. Il s'agit d'un logiciel paramétrable, collaboratif, sécurisé et simple d'utilisation vendu à des milliers d'exemplaires auprès d'organisations de toutes tailles et de tous secteurs, tels la construction, l'énergie, les services, l'industrie et les transports. STILOG réalise elle-même l'ensemble des prestations : l'édition (en lui apportant des améliorations continues, la version actuelle étant la 5ème), la commercialisation, l'analyse préalable à l'installation, les prestations de paramétrage et de formations puis l'assistance technique, l'hébergement et le cloud.

L'autre métier, l'externalisation de la R&D, est fédéré autour de l'ingénierie de systèmes de hautes technologies, et orienté sur des axes essentiellement techniques : applications informatiques industrielles, temps réel, informatique embarquée, modélisations. Dans ce métier, STILOG est présente dans plusieurs secteurs industriels notamment l'aéronautique et la mécanique.

Ses principaux dirigeants sont :

François Berthelot



ENS, DEA et doctorat en géodynamique, ENSPM. Ingénieur développement puis chef de projet dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.

Fondateur de STILOG IST en 1991.

Président, expert senior et directeur technique.

Actionnaire de la société.

Christophe Poirmeur



DEA et doctorat en physique théorique — option géophysique. Ingénieur recherche au BRGM Bureau de Recherche Géologiques et Minières, responsable ESN dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.

Fondateur de STILOG IST en 1991.

Directeur général, responsable activités ESN et R&D, créateur et responsable de Visual Planning®.

Actionnaire de la société.

Plus d'informations sur <http://www.stilog.com> et <http://www.visual-planning.com>

Activités de Stilog inc.

 **Stilog inc.**, filiale américaine de Stilog IST, est une société de services orientée vers l'implantation et le développement commercial du logiciel  **VISUAL PLANNING**.

Start up créée en 2012 à San Francisco (siège social), elle a installé en 2015 son second et aujourd'hui principal quartier général à Jersey City, près de New York. Outre la commercialisation de Visual Planning, son équipe américaine offre des services de consulting, formation et assistance techniques directement liés.

Logiciel de planification et de gestion des ressources, Visual Planning se présente comme une boîte à outils entièrement paramétrable par l'utilisateur. Il permet de gérer la planification de projets, chantiers, parcs et d'activités telles que le service-après-vente ainsi que la gestion de ressources (personnel, temps, équipements, machines, salles...). De surcroît, Visual Planning possède de nombreuses fonctionnalités permettant le contrôle des coûts, l'évaluation de la charge de travail ainsi que la création de rapports et graphiques.

Stilog Inc. is a leading IT services and software editor company based in Jersey City, also editor of Visual Planning, a powerful, collaborative and tailor-made resources scheduling solution.

Visual Planning has now gathered more than 5,000 customers around the world and a 100,000+ user community. A dedicated team of consultants helps on each implementation to ensure that the system's capabilities are used at their best. At the same time, our first-of-class customized development services are praised by major global firms in the most demanding industries, from aeronautics to energy.

Ses principaux dirigeants sont :

Christophe Poirmeur
CEO.

Aymeric Halvarsson

Head of Business Development North America.



Après avoir couru le marathon de New-York, Christophe Poimeur est entouré de l'équipe new-yorkaise.

Plus d'informations sur <http://www.visual-planning.com/en/>

Activités de WAT



WAT, qui est née au 1^{er} janvier 2017 de la fusion, à l'intérieur du groupe, de Médial Concept et m2es Technologies, est une société spécialisée en ingénierie et réalisations d'applications de contrôle-commande, ingénierie et conseil en mécanique.

Implantée sur cinq sites, près de Chambéry à Les Marches (73), à Grenoble (38), Paris (78), Lyon (69) et Clermont-Ferrand (63), son activité est centrée sur l'étude et le choix de produits d'instrumentations (débitmètre, vannes, ..), les armoires d'automatisme, la supervision et l'informatique industrielle. Elle intervient également sur l'ensemble des métiers du cycle de développement mécanique et de la réalisation d'un produit industriel.

Les prestations prennent la forme d'études de faisabilité, d'écriture de cahiers des charges, de management de projet, de contrats de maintenance et de formation : une partie prend la forme de forfait (projet clés en main), le reste en assistance technique (régie).

Ses clients se situent dans les sites de production de l'industrie, chez les constructeurs de machines (services au forfait et mises en services), dans les infrastructures et dans des secteurs industriels similaires à ceux de Médiane Système, notamment les équipements électriques et industriels, le ferroviaire et l'automobile.

Elle est dirigée par

Patrick Bouchard



Formation en informatique industrielle puis carrière d'ingénieur commercial en automatisme et informatique industrielle puis contrôle-commande.
Fondateur de m2es Technologies en 2004.
Directeur général.

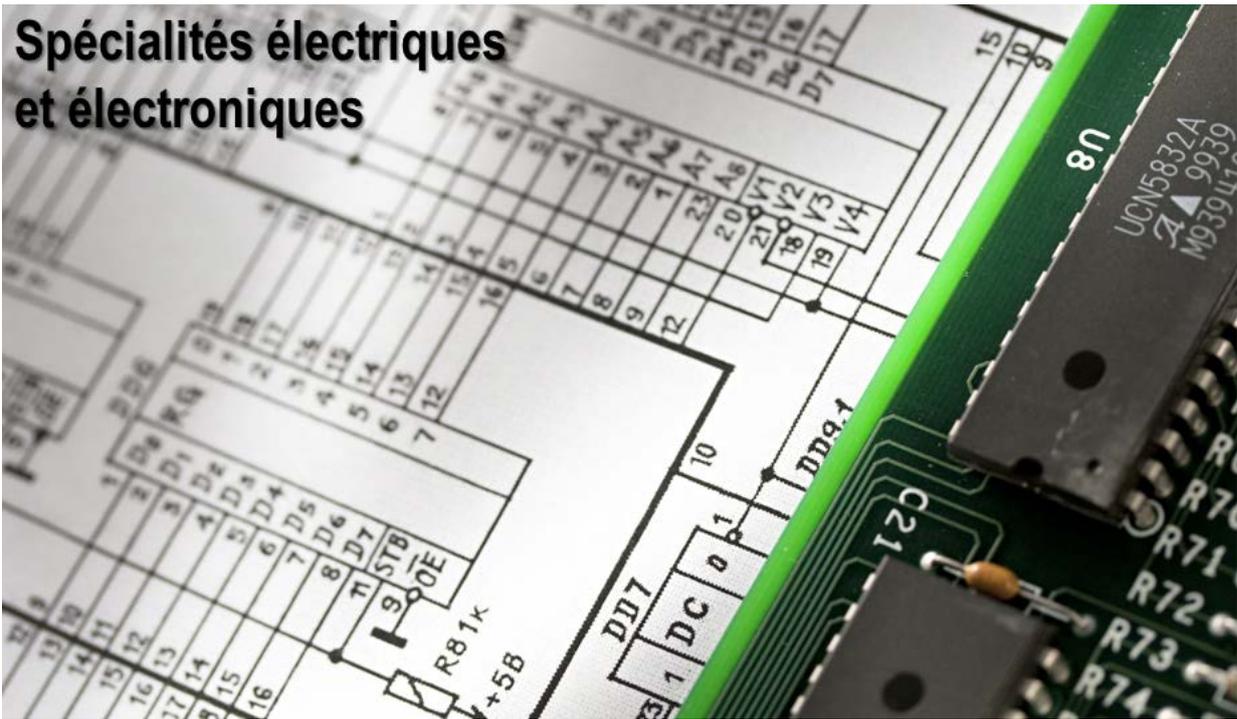
Olivier Chaland



POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.
Fondateur de Médial Concept en 2007.
Directeur général.

Plus d'informations sur <http://www.wat.digital>

Spécialités électriques et électroniques



Activités de EC2E



ELECTRO CABLAGE ENGINEERING ET EQUIPEMENT est une société spécialisée dans la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électroniques de gestion des matériels de manutention.

Implantée en banlieue parisienne à L'Isle Adam (95), elle est le leader national dans le domaine du contrôle d'accès des matériels de manutention. Elle a étendu son activité aux ralentisseurs électroniques limitant automatiquement la vitesse de ces matériels (dans les zones à risques, avec passage de piétons, approche de quais, etc.) et à la gestion à distance, par la technologie GPRS, des parcs correspondants. Elle fournit également des centrales de paiement (lecteur de billets, monnayeur - rendeur) pour laverie automatique.

Ses produits, à constante et forte innovation technologique, sont intégrés dans les chariots élévateurs, chariots de pistes d'aéroports, engins de conduite ou machines-outils. Sa clientèle se génère donc souvent via la distribution auprès de divers constructeurs, tels Fenwick, STILL et BT France, mais également directement auprès des clients finaux (Air France).

Elle est dirigée par

Didier Martineau



Intègre en 1985 Electro Câblage fondée en 1975 par Robert Martineau. A compter de 1995, il développe l'activité électronique de gestion des matériels de manutention, puis, en 2002, rachète la société. En 2007, il scinde les activités d'Electro Câblage entre l'électronique, EC2E, et l'électrotechnique, ECI. **Président d'EC2E.**
Actionnaire de la société.

Plus d'informations sur <http://www.ec2e.com>

Activités de ECI



ELECTRO-CABLAGE INDUSTRIE, filiale d'EC2E, intègre des solutions pour les armoires de distribution électrique. Son activité est celle d'atelier et bureau d'études de câblages électriques et de fabrication de tableaux électriques.

Prenant son origine en 1975, elle est implantée en banlieue parisienne, à Méry sur Oise (95). Ses ventes sont réparties auprès d'entreprises générales d'électricité.

Elle est dirigée par

Didier Martineau



En 2007, il sépare les activités, électronique, EC2E, et électrotechnique, ECI.
Gérant depuis la scission.

Henry Magueur



Carrière dans les métiers d'intégrateur de matériel électrotechnique.
Entré à ECI en 2015.
Responsable d'activités.

Plus d'informations sur <http://electrocablage-industrie.fr>

Activités de Compelma



est une société assurant la conception, la production et la commercialisation de produits liés à la compatibilité électromagnétique, à la gestion thermique et aux interconnexions spécifiques.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), cette société commercialise des produits permettant de lutter contre les perturbations CEM : produits de blindage — dont joints conducteurs souples en tissu métallisé de la marque EMiShield lui appartenant —, filtres (entrées / sorties et sur cartes), dispositifs de mise à la masse. Elle a ensuite étendu ce concept à la gestion thermique, dissipation ou régulation (matelas souples thermo conducteurs, modules thermoélectriques) et complété son catalogue avec des produits d'interconnexions spécifiques (connecteurs spéciaux) et d'autres produits spéciaux (antennes Bluetooth, gel antivibratoire...).

La clientèle de COMPELMA est diversifiée : l'essentiel des ventes est réalisé auprès de grands comptes, eux-mêmes situés dans plusieurs secteurs d'activité, l'automobile (Magneti, Johnson Controls), les télécoms (Alcatel, Sagem) et l'informatique (Bull), l'aéronautique (Zodiac), l'industrie (Schneider, Ingénico), le spatial, le militaire et le médical.

Ses dirigeants sont :

Frédéric Moutailler



Formations scientifique & commerciale.
Entré à COMPELMA en 1994, directeur commercial à compter de 2004.
Directeur général depuis janvier 2011, membre du comité exécutif.

Marie-Annick Borie



DECF, chef comptable du groupe CHANTELLE pendant 15 ans.
Directeur administratif et financier de COMPELMA depuis 2005,
membre du comité exécutif.

Plus d'informations sur <http://www.compelma.com>

Activités de ISIT

I.S.I.T est une société spécialisée dans les applications liées aux systèmes embarqués.

Implantée à Toulouse, elle est en relation directe avec Médiane Ingénierie et avec Médiane Système, aux offres complémentaires.

ISIT est spécialisée dans la commercialisation d'outils matériels et logiciels utilisés dans les bureaux d'études et de développement. Elle possède des contrats de revente et représente des marques dont certaines font l'objet d'une exclusivité de distribution en France.

Le catalogue de produits est important et varié et touche aux domaines suivants : temps réel embarqué, génie logiciel et test & validation, informatique industrielle et réseaux de terrain, programmation et test de cartes.

En plus des produits, ISIT propose des prestations d'accompagnement périphériques aux développements : expertise sur les produits, formation, aide à la mise en place, test et validation.

Très diversifiés, les clients d'ISIT ont comme point commun de posséder une cellule de développement dans les domaines électronique et/ou informatique industrielle.

Elle est dirigée par

Thierry Le Gall



Ingénieur ESIEA. Carrière commerciale amorcée dans l'informatique temps réel embarquée chez des distributeurs spécialisés puis des éditeurs de logiciels, en France et Amérique du Nord.

Entré à ISIT en 2016.

Directeur général.

Plus d'informations sur <http://www.isit.fr>

Activités de OTN



Organisation des Travaux Nucléaires est une société spécialisée dans l'activité de câblage industriel et les travaux de maintenance industrielle, nucléaire et ferroviaire.

Créée en 1987 par Daniel Hubert, OTN est installée en Bourgogne sur deux sites de production, à Mâcon (siège) et au Creusot. Elle réalise après étude technique des kits de filerie, des faisceaux électriques et le câblage d'armoires complètes (câblage industriel), le maintien de systèmes électriques et électromécaniques installés sur bogies (câblage ferroviaire) et des travaux de maintenance nucléaire et d'installation industrielle (maintenance).

OTN dispose pour cela d'infrastructures importantes avec des ateliers équipés de ponts roulants et matériels de levage, des équipements de cintrage de tube à commande numérique et soudeuse TIG (qualification EN15085), des automates de production de kits de filerie et des machines de coupe-dénudage de câbles.

Sa clientèle est concentrée sur de grands comptes leader dans ces secteurs, tels Schneider Electric (industrie électrique), Alstom (ferroviaire) et Areva (nucléaire).

Elle est dirigée par

Régis Hubert



Intègre OTN en 1993 et devient le directeur technique et responsable du pôle maintenance nucléaire et installations industrielles.

Président depuis 2010.

Actionnaire de la société.

Bruce Hubert



Formation d'expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Argentine, Mexique).

Entré à OTN en 2010, il en devient le **directeur général**.

Actionnaire de la société.

Plus d'informations sur <http://www.otnsa.com>

Activités de STIC



SOCIÉTÉ TECHNIQUE D'INGÉNIERIE ET DE COOPÉRATION

est une société réalisant la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électriques de télécommunication.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), elle est le leader national dans le domaine des techniques de communications HF et plus particulièrement dans la diffusion iso fréquence. Elle fournit les appareillages et les services nécessaires aux équipements d'émission des informations radio sur la fréquence 107,7 MHz FM.

Le 107,7 MHz est utilisé en France pour les informations radio autoroutières (trafic, bulletins d'alertes, météo, conseils, reportages touristiques et culturels...). La clientèle de STIC est donc particulièrement concentrée auprès des sociétés autoroutières, Cofiroute, Sanef, Aréa, Asf et Escota.

Elle est dirigée par

Guy Le Marc

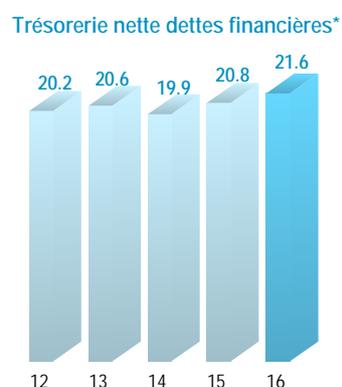
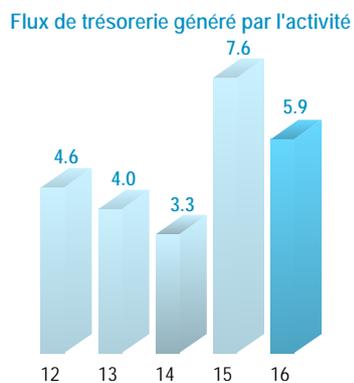
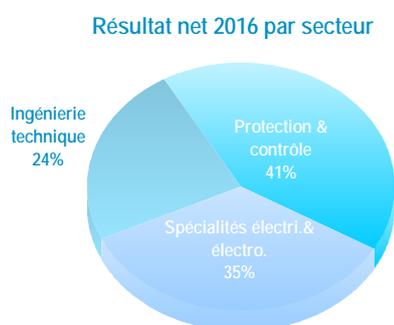
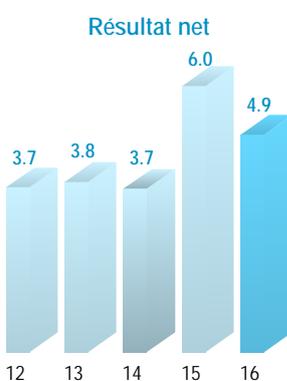
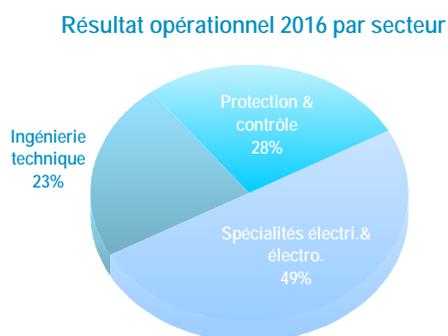
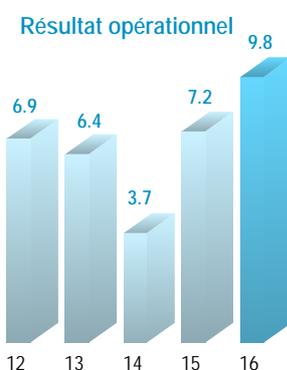
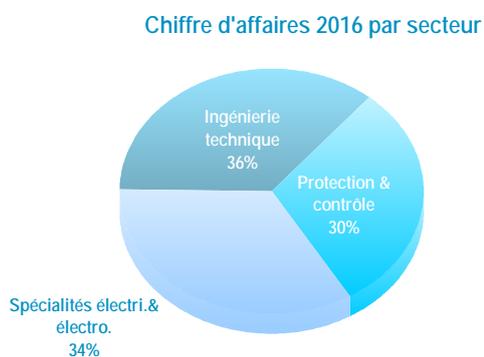
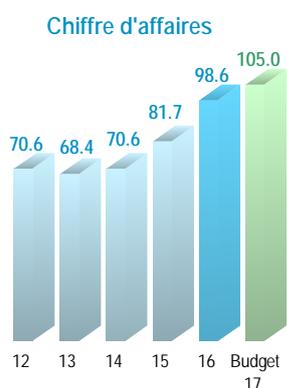


Ecole d'Ingénieurs de Tours. M.Sc in MSE Hatfield Polytechnic.

Entré à la STIC en 1991, il en devient le directeur technique puis le directeur général adjoint.

Directeur général depuis 2002.

1.3. Synthèse des résultats consolidés

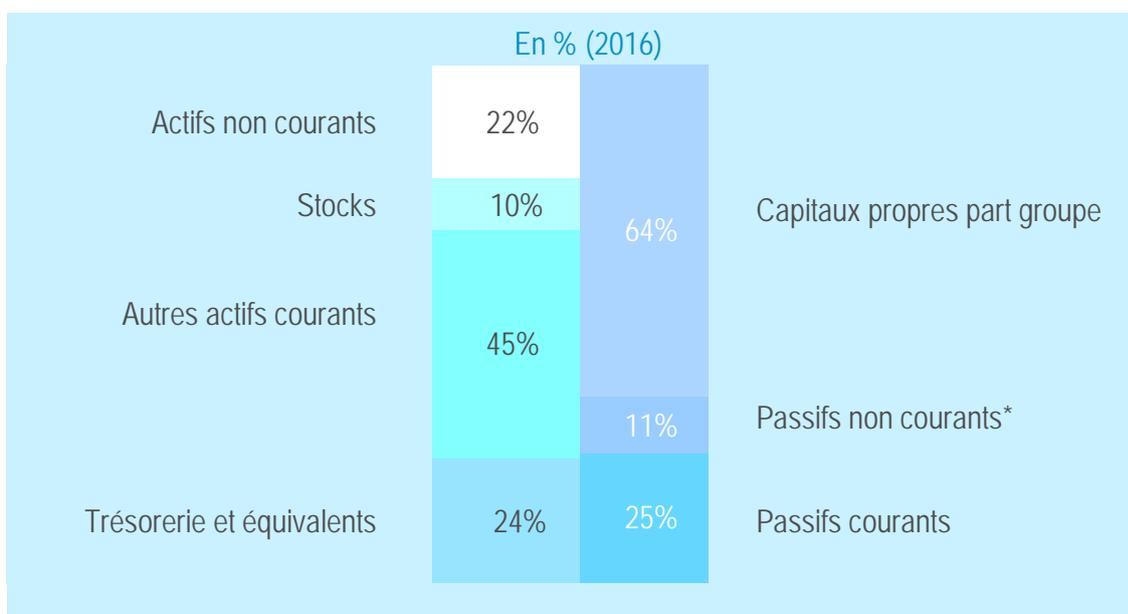


* et des compléments de prix à verser sur acquisition de filiales

Données exprimées en millions d'euro

Bilan simplifié consolidé

ACTIF	En milliers d'euro				
	2016	2015	PASSIF	2016	2015
Actifs non courants	23 705	22 579	Capitaux propres part groupe	70 250	66 349
Stocks	11 104	10 342	Passifs non courants*	12 614	8 711
Autres actifs courants	49 125	46 835	Passifs courants	27 165	28 623
Trésorerie et équivalents	26 094	23 925			
Total	110 029	103 682		110 029	103 682



* dont intérêts minoritaires et autres fonds propres

1.4. Recherche et développement : l'âme du groupe

1.4.1. La recherche dans les gènes du groupe

L'activité de protection et contrôle, qui est à l'origine du groupe, a pour ADN essentiel l'excellence technique et la qualité des produits.

L'élargissement progressif du groupe vers d'autres activités a été orienté de façon privilégiée vers des métiers proches à haut niveau d'expertise technique. Le groupe est fortement marqué par une culture d'ingénieur accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement.

1.4.2. Deux natures de Recherche et Développement

L'activité du groupe recouvre deux natures différentes de recherche et développement :

- Celle affectée aux **produits de série du groupe** : la protection et contrôle en absorbe naturellement une partie majeure. Dans les autres secteurs, compte tenu de l'accroissement de l'activité, l'investissement R&D en a représenté l'année dernière une part moindre de son chiffre d'affaires.

Frais (en % / CA)	2016	2015
Produits de série protection et contrôle	16.1%	15.6%
Produits de série du groupe	10.8%	12.9%

- Celle pour le **compte de tiers** (R&D externalisée) : l'ingénierie technique en constitue la plus grande partie. Représentée par l'informatique technique, assurée par Médiane Système et par la part ESN de STILOG IST, l'ingénierie et assistance par m2es Technologies et la mécanique par Médial Concept (fusionnés depuis dans WAT), elle est complétée par des études spécifiques dans les protections et contrôle, en France et en UE, et dans les spécialités électriques et électroniques (couverture des autoroutes par le 107.7, etc.).

Au total, plus de la moitié des effectifs du groupe étaient directement rattachés l'année dernière à ces deux natures de recherche.

Nombre de salariés de la recherche	2016	2015
Produits de série du groupe	61	49
Pour le compte de tiers	383	389
Total	444	438

Frais (en milliers d'euro)	2016	2015
Produits de série du groupe	6 840	6 545
Pour le compte de tiers	23 711	23 624
Total	30 551	30 170

La croissance rapide de l'ingénierie technique par rapport au reste du groupe renforce avec le temps la deuxième nature de recherche. Cela est accentué par l'orientation générale des autres métiers du groupe vers les services qui viennent se substituer aux ventes de matériels. En effet, ils incluent de plus en plus fréquemment des études liées aux particularités des demandes de la clientèle.

En contrepartie de cette Recherche et Développement, le groupe a obtenu **des aides significatives** — en augmentation de 5% — **au travers du crédit d'impôt recherche, les deux tiers** provenant des études relatives aux produits de série.

1.5. Facteurs de risques

Le groupe vise à créer et maintenir une organisation qui permette de prévenir et maîtriser les risques, notamment économiques, financiers et juridiques, auxquels sont exposées la société ICE Groupe et ses filiales en France et à l'étranger, même si l'absence totale de risque n'est jamais acquise.

1.5.1. Risques liés à l'activité

Les activités du groupe sont sensibles aux cycles économiques, à la **conjoncture** et à la saisonnalité de l'activité. Les ralentissements économiques conduisent à une baisse des investissements chez les clients du groupe, ce qui peut avoir un impact négatif significatif sur nos activités et nos résultats. Les dépenses d'investissement des clients ont un caractère saisonnier et dépendent notamment des conditions climatiques : ainsi à ICE, l'activité est en principe plus importante juste avant l'été, période propice aux travaux en extérieur, puis avant les froids de l'hiver ; de même, STIC a fréquemment beaucoup d'activité en fin d'année, moment où les conditions de circulation deviennent difficiles.

Le groupe possède un portefeuille de **marques et modèles** qui constitue un de ses actifs. Le nom des marques, les produits eux-mêmes ainsi que les modèles qui peuvent être contrefaits, font l'objet de protections telles les dépôts de marque.

La recherche et l'innovation sont les piliers historiques du développement du groupe. Le détournement de la **propriété industrielle** sur les nouveaux produits tirés de la recherche est un risque potentiel qu'il faut citer pour être exhaustif mais dont la probabilité d'occurrence est faible. Néanmoins, le système d'enveloppes Soleau est ponctuellement utilisé.

La **qualité et la sécurité** des produits et des interventions chez les clients sont essentielles pour le groupe en raison de son positionnement technique, lui-même accentué par ses métiers tels la protection des réseaux électriques (ICE et les sociétés CEE), l'informatique technique (Médiane Système), la mécatronique (Médial Concept), la sécurité autoroutière (STIC), les interventions dans les installations nucléaires (OTN) et le contrôle de l'accès et de la vitesse des chariots de manutention (EC2E). Outre la démarche de management de la qualité, cela justifie la mise en place de contrôles de fabrication rigoureux, notamment à ICE qui conçoit et fabrique ses propres bancs de contrôle final, ainsi que d'habilitations spécifiques. Les risques d'incendie et d'explosion (gaz) et, dans une moindre mesure, d'inondation, font l'objet pour ICE de mesures de sensibilisation et de formation du personnel, de contrôles et d'exercices périodiques ainsi que de mise en condition opérationnelle permanente d'une installation d'alerte et d'extinction automatique sur le site de Brie Comte Robert. Le contrat d'assurance correspondant impose des visites techniques périodiques poussées. La **réputation et l'image** des entreprises composant le groupe dépendent du jugement des clients agissant dans un cadre professionnel et technique. Les règles de conduite qui font l'intégrité et l'éthique de ICE Groupe ont pour objet de

guider les actions et les comportements dans l'ensemble du groupe, inspirer les choix et faire vivre les valeurs du groupe dans les actes quotidiens de chacun des collaborateurs.

Le groupe est soumis à l'**évolution des réglementations** qui s'imposent à toutes les sociétés et cherche à avoir une attitude irréprochable. ICE Groupe demande à toutes les entreprises du groupe de respecter les réglementations des pays dans lesquels l'entreprise intervient.

Le groupe est installé géographiquement dans plusieurs régions en France et sur 5 pays, totalisant 18 implantations. Cette présence multiple, qui accompagne ses métiers diversifiés, favorise l'équilibre des ventes et une compensation entre les zones géographiques.

Il en est de même pour la protection des données des **systèmes d'information** : outre les règles strictes de chaque établissement en matière de sauvegarde des données, de protection, d'accès, de sécurité aussi bien en ce qui concerne les matériels que les applications et les données, leur répartition géographique minimise l'impact que pourrait avoir le risque de dysfonctionnement ou d'arrêt des systèmes pour des motifs exogènes ou endogènes.

Le groupe ne peut pas garantir qu'il aura la capacité de **recruter et de fidéliser** son personnel, en particulier les consultants, ingénieurs et techniciens qui lui sont nécessaires, notamment dès que survient une pénurie de cadres. Malgré un turnover, qui reste élevé en région parisienne, la capacité de ICE Groupe à recruter (sans assouplir les critères de recrutement) a été jusqu'à présent suffisante, y compris dans les périodes de forte tension. Pour les **personnes clés**, une gestion très décentralisée et l'intéressement aux résultats atténuent les risques de départ.

Dans **ses opérations futures de croissance externe**, comme par le passé, le groupe choisira de façon sélective des entreprises de taille moyenne dont les équipes pourront être aisément intégrées, avec une culture proche de celle des dirigeants actuels. Cela permettra la plupart du temps à ces entreprises de rester autonomes et à leurs dirigeants de rester aux commandes, tout en mettant en œuvre des synergies avec les autres sociétés du groupe. Il est veillé tout particulièrement à ce que les propriétaires et cadres dirigeants ou "clés", rejoignant ICE Groupe, soient directement associés à ses résultats.

1.5.2. Risques de liquidité

Le risque de liquidité du groupe est géré avec pour objectif prioritaire de garantir la pérennité et l'indépendance de ses sociétés ; il vise notamment à disposer à tout moment des ressources suffisantes pour financer l'activité courante et également pour faire face à tout événement exceptionnel – dont des « trous d'air » de plusieurs mois d'activité. Il cherche à assurer la continuité de ses financements et à optimiser le coût financier de la dette.

ICE Groupe et ses sociétés françaises sont notés par la Banque de France, qui leur a attribué au cours des dernières années les notes maximales de 3++.

1.5.3. Risques financiers et de marché

Le groupe a mis en place un cadre de **gestion financière centralisée** pour toutes ses entités françaises : elle s'applique notamment à la **tenue comptable** — dont les paiements — et la **gestion de trésorerie**. Les risques financiers englobent les risques de change, les risques de taux d'intérêt variables sur les emprunts, les risques liés aux placements ainsi que le risque lié aux créances clients.

Du fait de ses ventes à l'international, le groupe est exposé aux variations des cours des **devises**. Cela se concentre essentiellement sur sa filiale anglaise, l'activité de négoce international de Compelma et la filiale américaine STILOG Inc. Les fluctuations notamment entre l'euro, la Livre Sterling et l'US Dollar peuvent donc influencer les résultats du groupe. Afin de limiter le risque de change, le groupe interdit à ses filiales de spéculer sur les devises et adopte à ce sujet une politique prudente.

Pour les besoins de son développement et de sa politique d'investissements, ICE Groupe a un recours modéré à des **emprunts**. Le groupe se refinance de façon équilibrée entre taux variables et taux fixes.

Le groupe s'interdit d'investir directement sa trésorerie en **actions** ; la part de ses placements de trésorerie dans des fonds diversifiés à long terme dont la volatilité est comprise entre 2 et 5 ne dépasse pas 30%, de même que celle au-delà de 5. Le risque sur ces placements est essentiellement supporté par la société mère.

Le risque lié aux créances clients peut être matérialisé par le non-recouvrement de ces sommes du fait de difficultés de trésorerie de la clientèle ou de disparition de clients.

Compte tenu de la variété et de la multiplicité des clientèles, le risque pour le groupe est disséminé et la probabilité d'occurrence d'un dommage significatif à l'échelle du groupe reste limitée. Les plus grands comptes du groupe sont Schneider, Enedis, Alstom et RTE. Le montant considéré comme supportant un risque de non-recouvrement et provisionné à ce titre est indiqué dans la note 13 de l'annexe. Il représente 1,5% de la créance client brute.

Des engagements de rachat existent à l'égard d'actionnaires minoritaires de sociétés du groupe. Indexés sur les résultats d'exploitation et parfois en partie sur les chiffres d'affaires des entreprises concernées et estimés à environ 9 millions d'euro, ils ne représentent donc pas de risque significatif, en particulier au regard de la situation financière de ICE Groupe. Ces engagements ne sont pas comptabilisés dans les comptes consolidés car leur réalisation est incertaine.

1.5.4. Risques juridiques

Il n'existe à ce jour aucun fait exceptionnel ni procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage risquant d'affecter ou ayant récemment affecté significativement et avec une probabilité sérieuse les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité de la société et du groupe.

1.5.5. Risques industriels et environnementaux

Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients.

Compte tenu du positionnement vers des produits de plus en plus immatériels, le groupe ne fait pas porter sur l'environnement de risques particuliers.

1.5.6. Assurances

Les sociétés du groupe ont étendu depuis plusieurs années une couverture des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile. Elle couvre notamment la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile du fait des produits. Cette garantie n'a jamais fait l'objet d'une sinistralité significative, ce qui traduit la haute exigence de qualité et de sécurité dans la conception et la fabrication des produits.

Les sociétés du groupe ont également une couverture pour l'ensemble des biens, immobilisations et éventuellement stocks. Ce programme couvre également les pertes d'exploitation consécutives à un dommage matériel garanti.

Par ailleurs les sociétés concernées ont mis en place une couverture de tous leurs transports de biens.

En résumé, globalement faibles, les risques du groupe peuvent être résumés sous la forme suivante :

Cotation des risques		Cotation (1x2)		
		Gravité ⁽¹⁾	Probabilité ⁽²⁾	
		Mineure=1 Significative=4 Majeure=16 Critique=64	Très peu probable=1 Peu probable=2 Probable=4 Très probable=8	Mineure Tpp=1-4 Significative Pp=8-16 Majeure P=32-64 Critique Tp=128-512
1. Activité	Conjoncture	4	2	8
	Marques et modèles	1	1	1
	Propriété industrielle	1	1	1
	Qualité et sécurité	4	2	8
	Réputation et image	4	1	4
	Évolution des réglementations	4	2	8
	Installations géographiques	1	1	1
	Systèmes d'information	4	1	4
2. Liquidités		1	1	1
3. Risques financiers et de marché	Gestion financière centralisée	4	1	4
	Devises	1	2	2
	Emprunts	1	1	1
	Créances clients	4	2	8
4. Juridiques		4	1	4
5. Industriels et environnementaux		1	1	1
6. Assurances	Responsabilité civile	4	1	4
	Biens et pertes d'exploitation	1	1	1
	Transports	1	1	1
	Médiane	3	1	3
Moyenne		3	1	3

2. Gouvernement d'entreprise et capital social

2.1. Rappel des principes de la gouvernance

L'organisation de la gouvernance de ICE Groupe avec un directoire et un Conseil de surveillance est adaptée aux spécificités de l'entreprise.

- L'équilibre des pouvoirs

L'équilibre des pouvoirs au sein des mandataires sociaux est assuré avec une définition et un partage très précis des missions de chacun, avec d'un côté un directoire alliant expertise et longue connaissance des sociétés du Groupe et d'un autre côté huit membres du conseil de surveillance contrôlant le capital et libres de jugement.

- Des membres du Conseil informés et indépendants

Les membres du Conseil sont en permanence informés de l'ensemble des aspects de la marche de la société et de ses performances. Ce contrôle est facilité par la présence régulière de son Président — actionnaire majoritaire — au sein de la Société, où il a conservé un bureau lui permettant d'accéder directement aux informations internes. Au-delà même de leur présence, les membres du conseil sont très engagés, avec des expériences complémentaires (expertises industrielles, juridiques, etc.), et pour beaucoup d'entre eux, une mémoire historique, c'est-à-dire une connaissance ancienne et approfondie de l'entreprise et de son environnement.

Les membres du conseil sont tous assidus et vigilants. Les travaux et les délibérations du Conseil se font de manière parfaitement indépendante des engagements opérationnels du Directoire.

- Un Conseil qui dispose d'une large palette de moyens

Le Conseil dispose des moyens qui lui permettent de traiter en toute liberté des questions qui le concernent, notamment quand il s'agit de contrôler la bonne gestion et les orientations stratégiques de l'entreprise et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre. Le Directoire communique en transparence et a le soutien du Conseil dans les choix stratégiques qu'il lui propose et qui sont contrôlés par ce dernier. Le Président du conseil conduit les travaux du Conseil pour permettre cette adhésion, sans laquelle le directoire ne saurait totalement s'impliquer et assurer en toute confiance et sérénité le développement de l'entreprise.

2.2. Mandataires sociaux

2.2.1. Composition du Directoire

Depuis avril 2015, le directoire comprend 3 membres, un président, Monsieur Pierre Fustier, et 2 membres, Messieurs François Bertauld, et Didier Bantegnies. Les mandats de membres du directoire sont d'une durée de 4 années et ils viendront à échéance avec l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2018.

2.2.2. Composition du Conseil de surveillance

En avril 2016, le Conseil de surveillance a été élargi de 7 à 8 membres par l'entrée de Madame Kim Fustier-Malpuech. Le mandat de Monsieur Jacques Boulard, président du conseil, a été renouvelé en avril 2012 et court jusqu'en 2018.

Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux durant l'exercice 2016

Directoire



Pierre Fustier

Docteur en économie & administration des entreprises, IAE, DECS. Entré à ICE en 1977, directeur financier à compter de 1984, directeur administratif et financier adjoint au PDG en 1985, directeur général du directoire de 1995 à 2008. Président du directoire à compter de 2009, son mandat a été renouvelé en 2015.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président de ICE S.A.S., COMPELMA S.A.S., STIC Société Technique d'Ingénierie et de Coopération S.A.S., m2es Technologies S.A.S., de CEE Italiana srl et de ICELIA S.A.S. (à compter du 15 avril 2016).
 - Directeur général de EC2E S.A.S., Médial Concept S.A.S., STILOG IST S.A.S., ISIT S.A.S., OTN S.A.S. (depuis le 19 janvier 2016) et de Le Genévrier S.A.S.
 - Administrateur-Directeur général délégué de Médiane Système S.A.
 - Gérant de ECI SARL, Domus Effectus S.C.I., ABCR S.C.I.
 - Administrateur de CEE Relays Ltd et Continental de Equipos Eléctricos S.A.
 - Représentant permanent de ICE Groupe S.A. au Conseil d'administration de la SICAV Sequin, gérée par BFT Gestion, société de Amundi Group.
- Détient 8 641 actions ICE Groupe.*

Membres



François Bertauld

ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet. Fondateur de Médiane Système S.A. en 1989. Directeur général puis président-directeur général depuis janvier 2010. Membre du directoire depuis 2015.

Autres mandats et fonctions en cours

- Vice-président du conseil de surveillance de STILOG IST S.A.S.
- Président d'ISIT S.A.S.
- Gérant de CAVIST S.A.R.L.
- Cogérant de FMB S.C.I. et MELUDEL S.C.



Didier Bantegnies

AM. Entré à ICE en 1981, il y a fait toute sa carrière : initialement au service méthode puis en charge de la qualité, directeur de production en 1988, directeur de division en 2000. A compter d'avril 2015, directeur général de ICE S.A.S. Membre du directoire depuis 2015.

Autres mandats et fonctions en cours

- Administrateur de CEE Italiana srl, CEE Relays Ltd, Continental de Equipos Eléctricos SA
- Représentant de ICE Groupe SA au Conseil d'administration de Médiane Système S.A.
- Membre des Conseils de surveillance de STILOG IST S.A.S. et d'OTN S.A.S (depuis le 19 janvier 2016).

Conseil de surveillance



Jacques Boulard

Fils de Paul Boulard, principal fondateur de ICE en 1947. X-Ponts, IEP Paris, IHEDN. Ingénieur général des Travaux Maritimes de la Marine Nationale jusqu'en 2001. Vice-président du Conseil de surveillance de 1995 à 2001 puis membre du Directoire.

Président du Conseil de surveillance depuis 2006.

Nommé le 27 avril 2012, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2017.

Autres mandats et fonctions

Président des Conseils de surveillance de STILOG IST S.A.S et d'OTN S.A.S (depuis le 19 janvier 2016).

Détient 332 832 actions ICE Groupe en toute propriété et 130 000 en droit aux bénéfices (contrôle majoritaire avec ses enfants).



Gérard Neveu

Docteur en droit. Carrière juridique principalement dans les affaires immobilières à la direction d'ESSO SAF.

Administrateur de ICE en 1980, membre du Conseil de surveillance en 1995, puis vice-président du Conseil depuis 2001.

Nommé le 26 avril 2013, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2018.

Détient 70 actions ICE Groupe, son épouse en détient 74 826.



Daniel Boulard

ESE. Carrière industrielle principalement dans le matériel et l'installation électrique.

Administrateur de ICE depuis 1980.

Membre du Conseil de surveillance depuis 1995. Nommé le 26 avril 2013, mandat à

échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2018.

Détient 65 061 actions ICE Groupe.



Laurence Boulard

EBS. Expert comptable.

Nommée le 26 avril 2013, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2018.

Autres mandats et fonctions en cours

- Gérante de ARLAJE S.C.I. et LBO Con-

sulting Eurl.

Détient 5 actions ICEGroupe.



Matthieu Boulard

Fils de Jacques Boulard.

ISC. Carrière chez l'éditeur de logiciels informatiques UBISOFT puis artistique.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2003. Nommé le 30 avril 2015, mandat à

échéance avec l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2020.

Détient 72 000 actions ICE Groupe en toute propriété et 65 000 en nue-propriété.



Alain Neveu

X-Ponts. Ingénieur général des Ponts et Chaussées. Membre du Conseil général des Ponts et Chaussées.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2003. Nommé le 30 avril 2015, mandat à échéance avec l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2020.

Détient 5 actions ICE Groupe.



Marie-Laure Neveu-Gohier

DESS droit notarial, Diplôme Supérieur du Notariat DSN. Notaire assistant. Spécialisation en droit de l'immobilier.

Nommée le 26 avril 2013, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2018.

Détient 5 actions ICE Groupe.



Anne-Laure Kim Fustier-Malpuech

HEC, licence de mathématiques appliquées (Orsay), CFA (L1). Associée Director Equity Research – Oil & Gas, HSBC.

Candidate à l'assemblée du 29 avril 2016 pour un mandat à l'échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2021.

Détient 5 actions ICE Groupe.

2.2.3. Rémunération des dirigeants et jetons de présence

La rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2016 a été de 86 040 euro, dont l'augmentation par rapport à 2015 (77 820 euro) est essentiellement liée à celle du nombre de ses membres.

Comme les dividendes, les jetons de présence, avaient été augmentés de +2,7% puis 0% et enfin +3,8% au cours des trois derniers exercices.

Il vous est proposé pour cet exercice de majorer les jetons de présence du Conseil de surveillance, à l'instar des dividendes.

Cela correspondrait globalement à une rémunération de 87 230 euro.

2.2.4. Commissariat aux comptes

Les mandats de la SOCAUDIT, représentée par M. Hervé-Jérôme Buffière, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de J. Causse et associés, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés en avril 2012 et courent jusqu'en 2018..

Les mandats de SKA, représentée par M. Franck Elbase, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de M. Dominique Lambin, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés en 2014 et courent jusqu'en 2020.

2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2016

Conformément à la réglementation, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de votre Conseil de surveillance sur l'exercice 2016.

Observations sur l'activité de ICE Groupe

Après les importantes restructurations du groupe en 2015, l'année 2016 a vu l'entrée puis la sortie de la filiale TVA Group du fait d'une incompatibilité de modèle de gestion, ainsi que la préparation de la fusion, au sein de la société WAT, des deux sociétés Médial Concept et m2es Technologies amorcée au 1er janvier 2017.

Cette année 2016 a également vu s'étoffer la structure de notre société, avec

- la nomination d'un secrétaire général venant soulager le président du directoire, notamment dans ses activités d'administration des sociétés du groupe et de recherche de croissance externe ;
- au profit de l'ensemble des sociétés du groupe, la création d'un service juridique et l'extension du service de comptabilité-finances.

Votre Conseil a été tenu informé de ces évolutions qu'il a approuvées.

Vous avez enfin décidé en assemblée générale la nomination au Conseil, sur proposition de ce dernier, de Mme Kim Fustier, ce qui permet notamment de satisfaire l'obligation légale d'équilibre hommes/femmes en son sein.

Observations sur l'activité du groupe

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est très proche de l'objectif de 100 M euro (+21%), avec cependant un résultat net part du groupe en réduction de 18%, notamment du fait de la perte due à la séparation d'avec TVA Group.

Cela est dû d'une part aux bonnes performances et à la reconstitution des marges de la plupart des sociétés (avec en plus pour OTN, ISIT et m2es Technologies l'effet d'année pleine), dans une conjoncture de légère reprise de l'économie nationale et de maintien de la bonne santé aux Etats-Unis, mais aussi de morosité et d'incertitude en Italie et au Royaume Uni et de chute des activités mondiales « Oil and Gas ».

Tout cela, outre TVA Group, a impacté les performances notamment de Médial Concept et des filiales CEE, malgré une bonne résistance en Espagne. L'activité de Médiane Système est par ailleurs restée stationnaire.

Ces évolutions contrastées des différentes composantes du groupe montrent encore une fois l'effet bénéfique de ce dernier sur le lissage des aléas, d'autant qu'il continue à bénéficier d'une trésorerie nette supérieure à 20 M euro capable de pallier un creux conjoncturel.

Observations sur les résultats de votre société ICE Groupe

L'exercice 2016 a été satisfaisant, avec un résultat d'exploitation équilibré, les frais de gestion imputés aux sociétés du

groupe couvrant les dépenses d'exploitation constituées essentiellement de salaires.

Le résultat financier correspond aux placements de trésorerie diminués du coût des (rares) emprunts, et surtout aux dividendes reçus des sociétés du groupe (mais pas à la perte sur TVA Group qui est obligatoirement imputée comptablement en résultat exceptionnel, ce qui explique la diminution du bénéfice net).

Organisation des travaux de contrôle

Votre Conseil a suivi l'évolution du groupe au long de l'exercice 2016. Son président a continué de bénéficier d'un bureau au siège et de recevoir régulièrement les informations et comptes rendus internes pertinents. Ses fonctions de président du Conseil de surveillance de deux autres entreprises du groupe lui ont par ailleurs permis de se tenir au courant plus précisément de la marche de ces sociétés.

A l'occasion des cinq réunions de 2016 (dont une au siège de Médiane Système), le Directoire a rendu compte au Conseil, par des rapports d'étape très détaillés et à sa satisfaction ainsi que dans le respect de la loi et des statuts, des performances des sociétés et de l'évolution de la politique du groupe.

Votre Conseil a, conformément à la loi, examiné les comptes de l'exercice 2016 arrêtés par le Directoire ainsi que ses différents rapports relatifs à cet exercice. Il a également examiné les comptes consolidés. Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents.

Proposition d'affectation des résultats

Le Directoire propose de verser en 2017 un dividende en légère hausse (+2,5%) par rapport à celui versé en 2016.

Cela représente une part faible – 19% – du résultat net part du groupe, dans la continuité de la politique industrielle de réinvestissement, notamment par croissance externe, menée depuis plusieurs années et de maintien d'une trésorerie abondante pour parer à un éventuel retournement conjoncturel.

Par ailleurs, la comparaison sur une longue période (25 ans) des dividendes et de l'indice général des prix donne en 2016 les majorations suivantes :

- Dividendes +71% (+44% compte tenu des augmentations des prélèvements sociaux)
- Prix +41%

La trésorerie disponible permet largement le versement de ce dividende dont l'évolution reste très modérée.

Conclusion

Nous vous proposons d'approuver l'ensemble des résolutions telles qu'elles vous sont présentées par le Directoire.

Le Conseil de surveillance

Rapport du président du Conseil sur ses mandats spécifiques

Je vous rends compte à titre personnel des mandats que le Conseil m'a confiés le 30 avril 2015 en matière de surveillance et d'accompagnement des démarches et systèmes « qualité » et « développement durable » de ICE SAS.

J'ai donc suivi en 2016 les actions déjà entreprises dans ce domaine en matière de simplification et de systématisation de l'approche par processus, avec mise en ligne des documents pertinents sur l'intranet de la société dans une arborescence « Système de management intégré ».

Le départ au mois de juillet de la responsable « qualité-environnement » a cependant quelque peu perturbé l'année, malgré le recours à un consultant extérieur, son remplaçant n'ayant pris ses fonctions que début 2017. Il en résulte que la transition vers les références 2015 des normes concernées (ISO 9001 et 14001), qui seront applicables lors de l'audit de renouvellement de la certification en octobre 2017, a pris un retard certain, mais sera effective à temps pour cette importante étape.

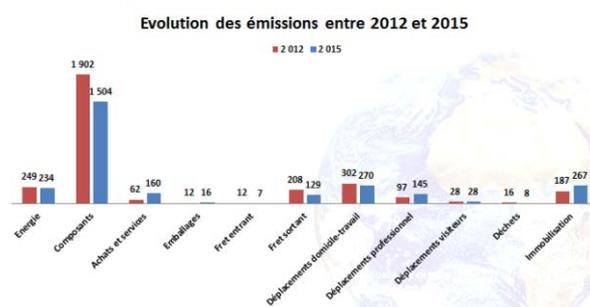
J'ai par ailleurs assuré le calcul de 6 indicateurs environnementaux, le suivi et la mise à jour permanente des évolutions réglementaires et de leur impact sur l'activité de ICE (qui est concernée actuellement par 63 rubriques), ainsi que la collecte et le traitement des très nombreuses données nécessaires au calcul d'un nouveau bilan carbone complet « trois scopes » de l'activité de ICE en 2015.

En matière d'environnement, 2016 a vu l'achèvement du 3^e programme de management environnemental triennal. Les valeurs au 31 décembre des 12 indicateurs qui en assurent le suivi permettent de conclure qu'il s'est déroulé de façon satisfaisante, puisque la moyenne du pourcentage d'atteinte des objectifs fixés pour cette date est de 119 % (106 % si on exclut les deux extrêmes).

Malgré le départ de la responsable « qualité-environnement » et l'important renouvellement des personnes par recrutement de jeunes non ou peu formés aux exigences de qualité et environnementales, l'implication des membres du personnel a été maintenue avec une prise en charge d'activités supplémentaires, ce qui s'est traduit dans les faits par le renouvellement de nos certifications. Néanmoins, les exposés « piqûres de rappel » que je dispense chaque année à un tiers du personnel ont été insuffisants en la matière, et un renforcement est prévu en 2017.

Le bilan carbone de l'activité 2015 montre une baisse des émissions de 10% par rapport à celui pour 2012, notamment due à l'activité (moins de produits fabriqués et transportés chez les clients). Noter une hausse des déplacements professionnels, liée à l'intensification des prospections commerciales et des services rendus sur site du client.

Le total des émissions de CO2 équivalent reste donc très limité (2 768 t), soit l'équivalent de seulement 1 020 allers retours d'un passager Paris New-York en avion, ou des émissions annuelles en France de 316 personnes (mais celles de plus de 700 millions de km d'un passager en TGV !)



	2012	2015	Evolution
tCO2e/collaborateur	18,1	15,1	-16%
tCO2e/Heure de travail	0,0117	0,0095	-19%
tCO2e/m ²	0,30	0,27	-10%
tCO2e/M€ de CA	109,8	104,9	-4%

En conclusion, les activités de ICE sont très peu polluantes comme déjà signalé dans des rapports antérieurs.

En matière de certifications ISO qualité et environnement, les audits de l'AFAQ en 2016 (se référant aux normes antérieures à leur refonte de 2015) n'ont montré aucun écart important.

Les nouvelles normes faisant appel massivement à l'analyse des risques et opportunités, une liste des enjeux principaux et des types de risque envisageables a été établie. A ce sujet, il est intéressant de noter que le site d'Alfortville est en zone inondable, et que la crue de la Seine en juin 2016, assimilable à une crue trentennale au sein des crues sur l'année, est semi-millénaire si on ne considère que celles qui se produisent en mai-juin : cela montre probablement l'effet d'anomalie que commence à causer le réchauffement climatique.

Le président du Conseil de Surveillance

2.4. Informations concernant l'actionnariat

Montant et répartition

Le montant et la répartition du capital social ont été inchangés en 2016.

Au moment de la rédaction de ce rapport, et conformément aux dispositions de l'article 233-13 de la Loi sur les sociétés commerciales, nous vous indiquons ci-après l'identité des titulaires de participations significatives du capital social :

- M. Jacques Boulard : plus du quart.
- MM. Thomas et Matthieu Boulard : plus du dixième.
- Mmes Liliane Broussard, Nadine Ferrer, Carine Vaquelette, Arlette Neveü et M. Daniel Boulard : plus du vingtième.

3. Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2016

3.1. Situation et activité du groupe

3.1.1. Synthèse des résultats 2016

- Accélération encore par rapport à sa vigoureuse croissance de 2015 (+16%), le **chiffre d'affaires** a progressé l'année dernière de +21%, s'approchant des 100 M€ (98,6 M€).
- Le **résultat d'exploitation**, qui avait presque doublé en 2015 (+90%), a augmenté encore plus vite que l'activité, avec +38%, à près de 10 M€, soit 10% des ventes.
- Le **résultat net** de 4,9 M€ a été affecté par l'augmentation des intérêts minoritaires (+1 M€) et une perte de 2,4 M€ sur une nouvelle acquisition immédiatement abandonnée.
- Malgré la forte croissance à financer, la **trésorerie** nette des dettes financières a encore progressé (+0,8 M€), à 21,6 M€. Cette solidité financière permet la poursuite de notre croissance interne et externe.

3.1.2. Entrées de commandes consolidées

Après leur belle progression de 2015 (+16%), les entrées de commandes de l'année dernière ont encore accéléré, avec +21%, à 100,5 M€.

L'effet report des croissances externes de 2015, ISIT, OTN et m2es Technologies, a permis de quadrupler l'appréciable croissance interne (+5%) et entraîné un profond rééquilibrage des trois secteurs du groupe. Bénéficiant d'une belle

croissance interne (+15%), les spécialités électriques et électroniques ont ainsi bondi de +71%, ce secteur représentant maintenant 34% de l'activité, à comparer à 24% en 2015. Simultanément, le secteur protection et contrôle s'est consolidé, représentant 30% des affaires alors que le secteur de l'ingénierie technique et logiciel a progressé de +13%, conservant ainsi sa première place dans l'activité (35%).

3.1.3. Chiffre d'affaires consolidé

Malgré la persistance d'une conjoncture de faible investissement industriel — où se situe l'activité de notre groupe —, le chiffre d'affaires a largement progressé, +21%, comme les entrées de commandes. Comme pour les commandes, cette croissance globale a été concentrée sur les activités de niches dans les spécialités électriques et électroniques, alors que simultanément, le secteur de la protection et contrôle se consolidait et que l'ingénierie reprenait sa progression. Le groupe, qui est réparti sur plusieurs secteurs d'activité proches mais non directement corrélés, obtient une meilleure stabilité globale tout en bénéficiant des croissances — parfois avec des à-coups importants — de chacun d'eux.

En milliers d'euro	2016			2015		2014
	Milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Croissance en %	Milliers d'euro
Chiffre d'affaires par secteur d'activité et zone géographique						
Protection et contrôle	29 904	30%	-3.4%	30 951	+14%	27 220
Spécialités électriques et électroniques	33 445	34%	+70%	19 670	+62%	12 142
Ingénierie technique & logiciel	35 215	36%	+13%	31 109	-0.3%	31 199
Groupe*	98 568	100%	+21%	81 737	+16%	70 561
* dont France	84 710	86%	+24%	68 591	+15%	59 679
* dont international	13 858	14%	+5.4%	13 146	+21%	10 882

Protection et contrôle

Ce secteur d'activité, qui constitue l'origine historique du groupe mais ne représente plus que 30% de son activité, s'est tassé après sa reprise de 2015.



Après son important rebond de 2015, la partie réalisée en France par ICE s'est érodée, son chiffre d'affaires se tassant l'année dernière d'un peu plus de -3%. Les grands clients Enedis et RTE, qui ont un poids important dans cette activité, ont des politiques changeantes en ce qui concerne

leurs marchés, ce qui génère des à-coups imprévus. Le tassement des facturations a été accompagné de celui, de moitié inférieur, des prises de commandes ; l'allongement de la durée de réalisation des affaires, conséquence de la complexité croissante des produits, explique ce décalage. Le tassement des ventes a été important sur les produits électroniques classiques destinés à Enedis, de plus en plus remplacés par la gamme numérique PCCN. Avec le RTE s'est produite la même substitution des produits électroniques vers le numérique. Ce dernier client a connu une inflexion majeure avec le lancement d'une importante étude,

Smart Electre, partagée avec trois confrères, qui étend le contrôle-commande numérique à l'ensemble des postes 63, 90 et 225 kV. Au terme de cette étude, le volume de ses investissements devrait fortement augmenter entre 2020 et 2030. L'activité globale avec les clients non Enedis & RTE, en provenance de l'industrie, de la production EDF et du ferroviaire, a bénéficié l'année dernière d'une évolution particulièrement favorable. L'amélioration a été concentrée sur les ventes en France qui ont continué de bénéficier des programmes de rénovation des centrales nucléaires et de leurs groupes diesels d'ultime secours, DUS.

L'activité dans l'**Union Européenne**, qui avait évolué de façon particulièrement favorable en 2013 et 2014, a poursuivi l'année dernière son tassement amorcé en 2015, affectée par la chute des cours du pétrole et donc la baisse des investissements qui y sont liés.



CEE España, qui avait particulièrement concentré la croissance d'activité dans les bonnes années, a poursuivi sa consolidation à un haut niveau : ses commandes se sont stabilisées (-1%) et ses facturations ont légèrement progressé (+4%). Les ventes de matériels ont bénéficié d'affaires pour centrales nucléaires, alors que les ventes de services (études de sélectivité, démarrage moteurs, stabilité, etc.), qui avaient largement progressé depuis quelques années, ont reculé.



Dans un contexte économique national toujours difficile, CEE Italiana a continué d'être affectée par l'érosion de son activité. La baisse des commandes a été particulièrement concentrée sur la plus importante famille de produits, les services (interventions sur sites, études de réseaux, etc.), alors que le négoce a bien progressé et que les ventes de relais ont été stables.



Particulièrement affectée en début d'année par le ralentissement du secteur pétrolier, l'activité de CEE Relays s'est bien reprise à compter de l'automne, se tassant néanmoins (-10% des commandes en monnaie nationale) pour l'ensemble de l'exercice. Les affaires de négoce (logiciel SKM et détecteurs d'arcs électriques), qui constituent la partie la plus importante de l'activité, sont parvenues à légèrement progresser.

Spécialités électriques et électroniques

Ce secteur d'activité a bénéficié globalement d'une forte croissance, qui a été puissamment amplifiée par l'intégration d'OTN.



Après leur vif rebond de 2014-2015, les ventes de **composants CEM, thermique et interconnexion** assurées par COMPELMA ont poursuivi l'année dernière leur croissance, avec +12%. Les produits de blindage CEM, cœur du métier, ont continué de concentrer la croissance globale, représentant de nouveau une part dominante de l'activité. Les produits thermiques ont reculé, en raison notamment d'une

gamme insuffisamment large et d'un manque de certifications dans le marché automobile. Simultanément, les produits divers, qui représentent une part plus limitée des ventes, ont bien accompagné la croissance globale de l'entreprise.



Les ventes d'EC2E dans la **gestion du matériel de maintenance**, qui s'étaient tassées en 2014 et jusqu'à la mi-2015, se sont depuis vigoureusement reprises, avec encore +14% l'année dernière. La croissance des ventes a été partagée par toute la gamme maintenance : le produit leader ESK, qui représente toujours une part dominante de l'activité, a bien progressé, bénéficiant de la disponibilité d'une nouvelle version. Les produits plus récents, Proxy et GPRS, ont nettement progressé, ainsi que la nouvelle gamme de négoce. Dans ce contexte, la diversité des clients s'est améliorée.



Après le bond de +62% de ses ventes en 2015, l'activité de **câblage électrique** assurée par ECI a poursuivi sa croissance l'année dernière, avec +20%. Quelques importantes affaires, notamment d'armoires pour data center, ont contribué à cette nouvelle progression. Les délais, toujours très contraints, ont induit une forte suractivité, qui s'est accompagnée d'une poursuite de la réorganisation de l'entreprise pour s'adapter à son changement de taille.



L'activité dans les **applications pour systèmes embarqués** assurée par ISIT, qui s'était érodée en début de l'année, a rebondi en fin d'année, permettant ainsi une croissance annuelle de +11% de ses entrées de commandes. L'activité « temps réel » et « programmation », a progressé de +18%, devenant la plus importante. Les autres activités (assurance qualité logiciel et bus de terrain) ont évolué différemment, la première poursuivant sa contraction amorcée en 2015, la deuxième continuant de progresser.



La croissance de l'activité d'OTN, spécialisée dans le **câblage** et la **maintenance industrielle**, ferroviaire et nucléaire, a été très appréciable l'année dernière : ainsi, le chiffre d'affaires a largement augmenté, avec +20%. L'activité câblage, en particulier le câblage industriel, a continué d'être globalement la plus dynamique. Simultanément, la maintenance a bénéficié de la reprise du nucléaire, alors que l'installation industrielle a continué sa croissance régulière. La croissance du câblage industriel a été liée au dynamisme des affaires avec un grand client du secteur, l'appartenance d'OTN à notre groupe lui rendant acceptable sa part importante de l'activité. Simultanément, l'activité avec les deux autres grands clients historiques, dans le ferroviaire et le nucléaire, qui s'était contractée au cours des précédents exercices, a évolué favorablement.



L'activité dans les **télécommunications FM107.7** sur autoroute assurée par STIC, qui avait décliné pendant une dizaine d'exercices à compter du milieu des années 2000, a poursuivi sa nette reprise (+10%) amorcée en 2014 : les

rénovations de ses équipements sont en effet devenues indispensables en raison de leur âge (15 ans et plus) et de leur obsolescence. Ainsi, les ventes de nos matériels ont renouvelé leur rebond de 2014 avec une progression supérieure à +30% ; simultanément, notre activité de même importance relative, les services, s'est tassée.

Ingénierie technique et logiciel

L'évolution de l'ingénierie technique et logiciel, a été particulièrement contrastée selon les sociétés et leurs secteurs.



(m2es Technologies antérieurement au 1er janvier 2017)

Ainsi, l'activité de WAT, spécialisée en **ingénierie et assistance**, qui avait rebondi spectaculairement en 2015 (+60%), a poursuivi cette année sa vive croissance, avec +26%. La forte croissance des effectifs a été accompagnée de celle des sous-traitants et d'un taux encore réduit d'inter-contrats. Le secteur Oil&Gas-chimie-pharmacie est resté le secteur dominant, mais les secteurs des machines-outils et des installateurs ont fortement progressé, respectivement de +36% et +48%.



(fusionnée dans WAT en 2017)

L'activité de Médial Concept, spécialisée en **mécatronique**, qui s'était reprise en 2015, s'est de nouveau contractée l'année dernière. La diminution de l'activité a été concentrée sur le siège de Grenoble, alors que l'agence de Paris a repris sa croissance, avec notamment un développement de l'activité dans l'automobile. La baisse de Grenoble a résulté du tassement de Schneider Electric et surtout de la disparition d'un compte important s'ajoutant à la chute d'un client dans le médical.



L'activité en **informatique technique** réalisée par Médiane Système a poursuivi l'année dernière son tassement amorcé en 2015. Ce mouvement a largement concerné la première activité, l'assistance technique (ou régie) et plus encore les forfaits. A l'inverse, après leur contraction de 2015, les **plateaux** — régie forfaitaire — se sont bien repris, bénéficiant en partie d'un report des forfaits. Les principaux secteurs d'activité ont évolué de façon opposée : alors que les deux principaux, l'équipement électrique-énergie et le ferroviaire, étaient stables ou se reprenaient, l'érosion des ventes a été liée à la baisse des autres secteurs d'activité,

principalement le médical affecté par la chute d'un gros client, la Défense et les télécoms.

Les quelques mouvements de baisse sont liés à des situations particulières et le marché reste globalement assez porteur. L'agence de Paris a diminué, particulièrement freinée par les difficultés de recrutement local, alors que l'agence de Lyon, qui s'était bien reprise à compter de l'automne 2015, a ralenti sa croissance ; inversement, l'agence de Grenoble, qui avait beaucoup fléchi depuis deux ans, est parvenue à se stabiliser en fin d'année.



Les affaires en **informatique technique & édition logiciel**, domaines de STILOG IST, qui s'étaient stabilisées les deux années précédentes, se sont nettement reprises, avec une progression de +17%. L'évolution a été sensiblement plus rapide sur l'activité logicielle VP Visual Planning (+26%), qu'avec l'ESN.

A l'intérieur de la première, les ventes de licences ont de nouveau bénéficié de la plus forte croissance, avec +32% mais les prestations, qui s'étaient tassées en 2015, ont également bien progressé (+25%) ainsi que la maintenance (+17%). L'activité avec le groupe Safran, qui représente une part importante de l'activité ESN, s'est tassée et le développement de deux nouveaux comptes a permis une meilleure répartition du chiffre d'affaires.



La troisième année de l'activité **édition logicielle USA** assurée par STILOG Inc. a été la première avec un exercice complet de fonctionnement autonome, réalisé par des salariés sur place. La progression de +40% du chiffre d'affaires a été moins importante qu'escomptée en raison de la durée plus longue que prévue s'écoulant entre les premiers contacts, la décision du client, puis la réalisation et enfin la facturation.



Médiane Ingénierie, participation détenue à 39% dans le même métier que Médiane Système en **informatique technique** à **Toulouse**, a poursuivi sa progression en 2016, à l'identique de l'année précédente, avec respectivement +53% et +56%. Les affaires avec les grands comptes, qui représentent une part essentielle de l'activité, continuent d'être largement portées par Médiane Système.

3.1.4. Résultats

Compte de résultat consolidé 2016 (du chiffre d'affaires au résultat opérationnel)

L'augmentation de 2,69 M€ du résultat opérationnel d'une année sur l'autre s'explique notamment par la variation des éléments suivants (incidences supérieures à 100 milliers d'euro) :

Résultat opérationnel par nature de charges	2016			2015		2014
	En milliers d'euro	Contribution par rapport au résultat	Croissance en %	En milliers d'euro	Croissance en %	En milliers d'euro
Chiffre d'affaires	98 568	+16831	+21%	81 737	+16%	70 561
Production stockée	400	+284	x3.5	116	-	-109
Coût d'achat des biens produits	-25 922	-5050	+24%	-20 872	+23%	-17 004
Marge brute	73 067	+11997	+20%	61 069	+14%	53 447
Consommation en provenance de tiers	-14 828	-3592	+32%	-11 236	+12%	-10 029
Charges de personnel ⁽¹⁾	-49 030	-5841	+14%	-43 188	+9.0%	-39 616
Charges fiscales ⁽²⁾	1 910	+240	+14%	1 670	+28%	1 301
Résultat opérationnel	9 843	+2688	+38%	7 155	+92%	3 732

(1) Les charges de personnel incluent la participation des salariés (+370 k€ en 2016) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (-1 087 k€ en 2016)

(2) Impôts et taxes nets des subventions d'exploitation

(3) Amortissements et provisions nets de reprises

Au total, l'exploitation du groupe peut se résumer ainsi :

- le chiffre d'affaires a atteint 98 568 milliers d'euro, en augmentation de +21%,
- la marge brute a progressé de façon similaire, de +20%, à 73 067 milliers d'euro,

• malgré un accroissement plus rapide des consommations, celui un peu moins rapide des charges de personnel a bénéficié au résultat opérationnel ; il représente 10% du chiffre d'affaires 2016, en amélioration d'une année sur l'autre de 1,2 points.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

En milliers d'euro	2016			2015		2014
	Milliers d'euro	Marge en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Croissance en %	Milliers d'euro
Résultat opérationnel par secteur d'activité						
Protection et contrôle	2 711	9.1%	-35%	4 180	+86%	2 253
Spécialités électriques et électroniques	4 900	14.7%	x2.4	2 082	x3.2	648
Ingénierie technique & logiciel	2 234	6.3%	x2.7	836	-4.2%	872
Groupe*	9 843	10.0%	+38%	7 155	+92%	3 732

* Les résultats de la holding et de la SCI qui hébergeait une activité abandonnée ne sont pas détaillés.

La progression globale de +38% de la marge a été concentrée sur les niches électriques et électroniques et les activités d'ingénierie et logiciel.

Obtenant une marge proche de la moyenne générale (9,1%), la contribution du secteur protection et contrôle dans les résultats a été similaire à celle de son chiffre d'affaires (respectivement 28% et 30%), à rapprocher de près des deux tiers jusqu'à présent. L'évolution la plus favorable a été celle des spécialités électriques et électroniques, qui, après leur triplement de 2015, ont fait encore plus que doubler l'année dernière, leur total représentant la moitié des résultats. L'activité ingénierie technique et logiciel, qui avait traversé un « trou d'air » les deux années précédentes, a le plus progressé (2,7x).

Dans l'activité *protection et contrôle* en France, l'érosion de l'activité, le niveau élevé des dépenses de R&D et la baisse des prix imposés sur les marchés avec Enedis, ont pesé sur les marges. Dans le même métier de la protection et contrôle, les sociétés réalisant cette activité dans l'UE ont éga-

lement été affectées par le tassement de leur activité, mais leurs marges ont mieux résisté ; le résultat en Espagne a notamment continué d'être exceptionnel, avec une marge supérieure à 30%.

La marge moyenne proche de 15% dans les *niches électriques et électroniques* a été beaucoup plus régulièrement répartie : presque toutes ont été proches de la médiane de 13%, et l'activité dans le câblage et la maintenance industrielle, ferroviaire et nucléaire a même obtenu une marge un peu supérieure à 20%.

Malgré sa nette amélioration, la marge de *l'ingénierie technique et logiciel* est restée inférieure à la moyenne du groupe. La marge moyenne de cette activité a recouvert une grande diversité de situations, liées à la situation spécifique de chacune des sociétés dans leur secteur propre : ainsi, les marges dans l'édition logicielle et dans l'assistance technique ont été sensiblement supérieures à celles de la mécanique et de l'informatique technique qui se situent dans des secteurs larges, pouvant donc être plus concurrentiels.

Tassement du résultat net part du groupe

Malgré la forte croissance du résultat opérationnel, le résultat net total du groupe de 6,8 M€ est proche des 6,9 M€ du précédent exercice : sa progression a en effet été affectée par la diminution de 0,57 M€ des produits financiers nets sur les placements (0,37 M€), notamment en raison de l'absence de toute rémunération sur la partie 'courte' de notre trésorerie (environ les trois-quarts, soit 15 M€), conséquence des taux à court terme devenus négatifs. Par ailleurs, le résultat exceptionnel a supporté la perte de 2,4 M€ sur une nouvelle acquisition rapidement abandonnée.

Après déduction pour près de 2 M€ des parts des minoritaires — en augmentation particulièrement importante compte tenu des achats en 2015 d'une fraction seulement du capital des sociétés ayant rejoint le groupe —, le bénéfice net part du groupe s'est élevé à 4,9 millions d'euro. A l'exception de celui de 2015 (6 M€), ce résultat est supérieur à celui des cinq dernières années.

Croissance du dividende proposé

Compte tenu des perspectives favorables quant à la poursuite du développement du groupe, de la solidité financière de ce dernier avec un niveau élevé de trésorerie nette, et le tassement des bénéfices de cette année ne s'appliquant au résultat net que pour des raisons non récurrentes, une majoration modérée des dividendes de +2,5% semble raisonnable : elle fait suite à celles de +4,2% en 2013, de +2,7% en 2014, 0% en 2015 et +3,9% l'année dernière. Le directoire propose donc à l'Assemblée Générale d'approuver un dividende de 0,82 euro par action, à comparer à 0,80 euro l'année dernière.

Par rapport aux bénéfices, cela représenterait 61% du social et 19% du consolidé, à rapprocher de 45% du social et 15% du consolidé de l'année précédente.

3.1.5. Trésorerie

En milliers d'euro	2016			2015		2014
	En milliers d'euro	Poids en % du CA annuel	Croissance	En milliers d'euro	Croissance	En milliers d'euro
Trésorerie *						
Société mère ⁽¹⁾	9 270	38%	+1620	7 650	-2 850	10 500
Trésorerie groupe	26 070	26%	3 468	22 602	1 916	20 686
Trésorerie nette groupe ⁽²⁾	21 570	22%	760	20 810	+906	19 904

* Valeurs mobilières de placement (au prix de vente du marché) et disponibilités - concours bancaires et soldes créditeurs

(1) Hors portage de placements

(2) Trésorerie - emprunts et dettes financières non courants.

3.2. Rapport sur les comptes sociaux

Les comptes sociaux de ICE Groupe ont été arrêtés par le Directoire puis examinés par le Conseil de surveillance dans leurs réunions du 24 mars 2017 en présence des Commissaires aux Comptes.

3.2.1. Chiffre d'affaires

Depuis la scission de 2015, le chiffre d'affaires est essentiellement composé des portages pour le compte des filiales ainsi que les services qu'elle leur rend.

3.2.2. Bilan et compte de résultat de ICE Groupe

Les comptes sociaux, bilan et compte de résultat, de ICE Groupe figurent dans le chapitre « Comptes sociaux » des comptes annuels.

Au 31 décembre 2016, le total du bilan s'élève à 66 384,9 milliers d'euro contre 68 133,6 milliers d'euro au 31 décembre 2015.

Les comptes sociaux de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux principes comptables généralement admis. Ils n'ont pas subi de changement de méthode significatif.

Au 31 décembre 2016, le capital social est composé de 1 132 400 titres de 10 euro de nominal.

L'annexe comptable fait partie intégrante des comptes annuels.

Le compte de résultat fait ressortir un bénéfice net de 1 522,0 milliers d'euro contre 2 026,7 milliers d'euro au 31 décembre 2015.

3.2.3. Décomposition des dettes fournisseurs et créances clients

Conformément à la loi, nous vous indiquons le nombre et le montant total hors taxe au 31-12-2016 des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

En keuro	Montant	Nombre	%/achats
Non échues	1 171	139	15%
Echues <30 jours	329	31	4%
Echues >30<60 jours	189	24	2%
Echues >60 jours	155	36	2%
Total	3 867	237	40%

De même, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises non réglées au 31-12-2016 étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/ventes
Non échues	3 285	149	34%
Echues <30 jours	322	30	3%
Echues >30<60 jours	189	23	2%
Echues >60 jours	71	35	1%
Total	3 867	237	40%

3.2.4. Résultats financiers sur 5 ans

Le tableau des résultats financiers sur 5 ans fait partie intégrante des comptes sociaux.

3.2.5. Filiales et participations

Les informations relatives à l'activité des filiales sont notamment mentionnées au début de ce rapport et, pour les comptes annuels, dans le descriptif de l'activité du secteur d'activité dont elles relèvent. Des données financières les concernant sont également contenues dans le tableau des filiales et participations au 31 décembre 2016, annexé aux comptes sociaux.

3.3. Faits marquants, événements récents et perspectives

3.3.1. Faits marquants de l'exercice 2016

Le 23 mai, le groupe a rétrocédé à TVA Invest les 60% d'actions de TVA Engineering qu'il lui avait acquises au 1er janvier ; l'opération a donc été un retour à la situation immédiatement antérieure au 1er janvier 2016.

3.3.2. Événements importants survenus depuis le début de l'exercice 2017

- Le 1er janvier, Médiane Système, qui détenait 96% de Médial Concept, en a pris le contrôle à 100%.
- Le 1er janvier, le groupe qui détenait 65,7% de m2es Technologies, en a pris le contrôle à 100%.
- Le 1er janvier, m2es Technologies a fait l'acquisition auprès de Médiane Système de 100% de Médial Concept.
- Le 1er janvier, la dénomination de m2es Technologies est devenue WAT We Are Technologies ; simultanément, son capital social a été porté de 147 000 euro à 700 000 euro.
- Le 1er avril, Médial Concept a fait l'objet d'une TUP transmission universelle de patrimoine par WAT. L'esprit de cette opération est une "fusion" des deux sociétés.

Comme avec Médial Concept et m2es Technologies en début d'année, des projets de croissance des parts détenues par le groupe dans plusieurs autres filiales sont actuellement examinés.

Aucun autre événement important n'est intervenu depuis le début de l'exercice 2017.

3.3.3. Perspectives

Le Groupe aborde l'année 2017 avec confiance, porté par l'amélioration légère des perspectives de ses marchés de l'équipement industriel. Il escompte une consolidation des marchés des protections des réseaux électriques, une nouvelle croissance des niches spécialisées en électricité et électronique et une forte progression de l'ingénierie technique & logiciel.

La confiance du groupe est soutenue par son business model d'élargissement de ses activités, créateur de croissance et de forte diminution globale du risque, que conforte le niveau élevé de la trésorerie conservée en interne.

Enfin, la confiance du groupe est renforcée par ses fondamentaux : ses hommes et ses femmes, sa recherche, sa capacité à innover et à proposer des produits et services de qualité au plus près des besoins des clients.

La constitution progressive du groupe et la croissance des sociétés qui l'ont rejoint depuis 2000 constituent l'illustration de cette politique amplifiée au cours des derniers exercices et qui sera poursuivie dans les prochaines années.

Evolution depuis 2000 du chiffre d'affaires
+ budget 2017



En ce qui concerne notre environnement général :

- Bien que l'évolution économique générale soit annoncée de nouveau un peu plus favorable en 2017 que l'année dernière, la croissance économique, actuelle et prévue, reste encore limitée, ce qui incite à la prudence.
- L'investissement des entreprises en France demeure bas malgré l'intérêt que disent vouloir lui accorder les pouvoirs publics.
- La persistance actuelle du dynamisme de l'économie américaine est favorable au développement de notre filiale US Stillog Inc.

Les résultats devraient bénéficier de l'accroissement escompté de l'activité, de l'augmentation des parts détenues dans les filiales, sans avoir à supporter la perte exceptionnelle de l'année dernière. La trésorerie demeurerait nettement positive.



Comptes consolidés
au 31 décembre 2016

4. Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés

En milliers d'euro	2016		2015		2014	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Chiffre d'affaires (note 3)	98 568	98 568	81 737	81 737	70 561	70 561
Production stockée	400	400	116	116	-109	-109
Production immobilisée	21	21	89	89	-	-
Production de l'exercice	98 989	98 989	81 941	81 941	70 452	70 452
Coût d'achat des biens produits	-25 922	-25 922	-20 872	-20 872	-17 004	-17 004
Marge brute	73 067	73 067	61 069	61 069	53 447	53 447
Consommation en provenance de tiers	-14 828	-14 828	-11 236	-11 236	-10 029	-10 029
Valeur ajoutée	58 239	58 239	49 833	49 833	43 418	43 418
Subventions d'exploitation	3 836	48	3 698	94	3 216	28
Impôts et taxes	-1 926	-1 926	-2 029	-2 029	-1 915	-1 915
Charges de personnel (note 4)	-49 030	-49 030	-43 188	-43 188	-39 616	-39 616
Excédent brut d'exploitation	11 119	7 330	8 314	4 711	5 103	1 915
Reprises et transferts de charges	883	883	797	797	348	348
Amortissements et provisions	-2 041	-2 041	-1 910	-1 927	-1 646	-1 707
Résultat d'exploitation	9 960	6 172	7 202	3 581	3 805	556
Autres produits et charges (note 5)	-117	-117	-47	-47	-73	-73
Résultat opérationnel	9 843	6 055	7 155	3 534	3 732	483
Produits financiers	482	482	1 032	1 032	390	390
Charges financières	-109	-109	-86	-86	-91	-91
Résultat financier (note 6)	374	374	946	946	298	298
Résultat courant avant impôts	10 216	6 428	8 101	4 480	4 031	782
Résultat exceptionnel (note 5)	-2 372	-2 372	59	59	107	107
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	40	40	25	25	11	11
Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition (note 7)	-	-1 244	-	-1 105	-	-1 294
Impôts sur les résultats (note 8)	-1 079	2 709	-1 250	2 354	-62	3 126
Résultat net	6 806	5 561	6 936	5 814	4 087	2 732
Dont :						
- part du groupe	4 897	3 653	5 999	4 877	3 681	2 327
- part des minoritaires	1 908	1 908	937	937	405	405
Résultat net par action part du groupe (euro)	4.32	3.23	5.30	4.31	3.25	2.05

4.2. Bilans consolidés comparés

Actif (en valeurs nettes)

En milliers d'euro	31/12/2016		31/12/2015		31/12/2014	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Actifs non courants	23 705	13 535	22 579	13 653	18 852	11 048
Ecarts d'acquisition (note 7)	14 580	4 727	14 580	5 971	12 393	4 889
Autres immobilisations incorporelles (note 9)	1 262	945	1 380	1 063	1 500	1 200
Immobilisations corporelles (note 10)	3 819	3 819	3 746	3 746	2 278	2 278
Actifs financiers non courants (note 11)	1 016	1 016	1 047	1 047	898	898
Titres mis en équivalence	306	306	266	266	241	241
Impôts différés actifs (note 8)	2 722	2 722	1 560	1 560	1 542	1 542
Actifs courants	86 324	85 906	81 102	80 656	67 299	66 802
Stocks (note 12)	11 104	11 104	10 342	10 342	8 913	8 913
Créances clients (note 13)	29 500	29 500	28 022	28 022	23 987	23 987
Autres actifs courants (note 14)	4 247	4 247	5 244	5 244	2 024	2 024
Impôts sur les bénéfices	15 379	15 379	13 569	13 569	11 684	11 684
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	26 094	25 676	23 925	23 479	20 692	20 194
Total de l'actif	110 029	99 441	103 682	94 309	86 151	77 850

Passif

En milliers d'euro	31/12/2016		31/12/2015		31/12/2014	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Fonds propres	76 900	66 312	71 816	62 444	64 534	56 232
Capital	11 324	11 324	11 324	11 324	11 324	11 324
Réserves	44 848	44 848	40 877	40 877	39 428	39 428
Ecart d'acquisition et fonds de commerce amortis	8 926	-	7 804	-	6 449	-
Éléments constatés directement en capitaux propres (note 15)	418	-	446	-	497	-
Réserve de conversion	-164	-164	-101	-101	-123	-123
Résultat	4 897	3 653	5 999	4 877	3 681	2 327
Capitaux propres - part du groupe	70 250	59 661	66 349	56 976	61 257	52 955
Intérêts minoritaires	6 535	6 535	5 254	5 254	3 064	3 064
Autres fonds propres	116	116	213	213	213	213
Passifs non courants	5 963	5 963	3 243	3 243	2 199	2 199
Provisions pour retraites (note 16)	1 317	1 317	1 246	1 246	1 157	1 157
Impôts différés passifs (note 8)	146	146	204	204	260	260
Fournisseurs d'immobilisations financières	-	-	271	271	-	-
Emprunts et dettes financières non courants (note 17)	4 500	4 500	1 522	1 522	782	782
Passifs courants	27 165	27 165	28 623	28 623	19 418	19 418
Dettes fournisseurs	7 124	7 124	6 630	6 630	4 240	4 240
Provisions pour risques et charges	151	151	131	131	162	162
Autres passifs courants (note 18)	19 865	19 865	20 537	20 537	15 011	15 011
Emprunts et dettes financières courants	26	26	1 324	1 324	5	5
Total du passif	110 029	99 441	103 682	94 309	86 151	77 850

4.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Variation des capitaux propres part du groupe, contribution de chaque société aux capitaux propres et au résultat consolidé

En milliers d'euro	Capitaux propres N-1	Divi- dendes versés	Divi- dendes reçus	Résultat	Ecarts convers. & autres mouvmts	Capitaux propres N
2016						
Alliance TI	159	-	-	1	-	160
CEE España	1 655	-500	-	484	-	1 639
CEE Italiana	757	-158	-	132	-	730
CEE Relays	155	-80	-	39	-58	56
Compelma	-2 557	-	-	639	-	-1 918
Domus Effectus	-100	-	-	-36	-	-135
EC2E	354	-240	-	307	-	422
ECI	-250	-	-	32	-	-218
ICE Groupe	56 333	-906	3 665	-1 445	-28	57 619
ICE	3 082	-2 160	-	1 999	-	2 920
ISIT	92	-93	-	-50	0	-51
M2es Technologies	44	-72	-	361	-	333
Médial Concept	805	-49	-	98	-	854
Médiane Ingénierie	80	-	-	39	-	119
Médiane Système	5 951	-	49	553	-	6 553
OTN	248	-204	-	993	-	1 037
STIC	-834	-	-	301	-	-533
Stilog IST	424	-158	-	516	-	782
Stilog Inc.	-48	-	-	-67	-5	-120
Groupe	66 349	-4 620	3 714	4 897	-91	70 250
2015						
Alliance TI	157	-	-	2	-	159
CEE España	1 549	-395	-	501	-	1 655
CEE Italiana	910	-312	-	159	-	757
CEE Relays	169	-134	-	97	23	155
Compelma	-2 840	-	-	284	-1	-2 557
Domus Effectus	-75	-	-	-24	-	-100
EC2E	267	-173	-	260	-	354
ECI	-284	-	-	34	-	-250
ICE Groupe	55 654	-872	1 241	285	26	56 333
ICE	-	-	-	3 159	-77	3 082
ISIT	-	-	-	92	-	92
M2es Technologies	-	-	-	44	-	44
Médial Concept	608	-38	-	235	-0	805
Médiane Ingénierie	57	-	-	23	-	80
Médiane Système	5 855	-120	38	177	-	5 951
OTN	-	-	-	248	-	248
STIC	-859	-	-	30	-5	-834
Stilog IST	87	-107	-	443	-	424
Stilog Inc.	2	-	-	-49	-1	-48
Groupe	61 257	-2 151	1 279	5 999	-35	66 349
2016 selon règles 99-02						
Alliance TI	159	-	-	1	-	160
CEE España	1 646	-500	-	484	-	1 630
CEE Italiana	757	-158	-	132	-	730
CEE Relays	155	-80	-	39	-58	56
Compelma	-4 047	-	-	136	-	-3 911
Domus Effectus	-100	-	-	-36	-	-135
EC2E	-220	-240	-	197	-	-263
ECI	-256	-	-	32	-	-224
ICE Groupe	55 893	-906	3 665	-1 445	-	57 207
ICE	3 082	-2 160	-	1 999	-	2 920
ISIT	76	-93	-	-71	0	-88
M2es Technologies	40	-72	-	340	-	308
Médial Concept	485	-49	-	-23	-	413
Médiane Ingénierie	80	-	-	39	-	119
Médiane Système	33	-	49	539	-	620
OTN	203	-204	-	818	-	817
STIC	-1 146	-	-	159	-	-988
Stilog IST	185	-158	-	382	-	410
Stilog Inc.	-48	-	-	-67	-5	-120
Groupe	56 976	-4 620	3 714	3 653	-62	59 661

4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés comparés

En milliers d'euro	2016		2015		2014	
		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Résultat net part du groupe	4 897	3 653	5 999	4 877	3 681	2 327
Intérêts minoritaires	1 908	1 908	937	937	405	405
Amortissements et provisions	1 336	2 580	898	2 021	1 169	2 524
Variation des impôts différés	-1 219	-1 219	59	59	-696	-696
Plus ou moins values de cession	2 365	2 365	25	25	-2	-2
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	-40	-40	-25	-25	-11	-11
Marge brute d'autofinancement	9 247	9 247	7 894	7 894	4 546	4 546
Variation du besoin en fonds de roulement (note 19)	-3 308	-3 308	-258	-258	-1 251	-1 251
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	5 938	5 938	7 636	7 636	3 296	3 296
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	-1 274	-1 274	-1 757	-1 757	-1 115	-1 115
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (2)	155	155	179	179	131	131
Acquisition et cession de filiales et participations	-2 671	-2 671	-2 829	-2 829	-1 673	-1 673
Variation des autres actifs financiers	31	31	-33	-33	-4	-4
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-3 759	-3 759	-4 439	-4 439	-2 662	-2 662
Dividendes versés	-1 527	-1 527	-1 148	-1 148	-1 174	-1 174
Variation des comptes courants d'associés	18	18	15	15	1	1
Variation des autres fonds propres	-97	-97	-2	-2	-	-
Encaissements provenant d'emprunts	5 137	5 137	150	150	91	91
Remboursement d'emprunts (3)	-2 159	-2 159	-270	-270	-459	-459
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	1 373	1 373	-1 256	-1 256	-1 541	-1 541
Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)	-84	-56	-25	26	102	26
Variation de trésorerie (A+B+C+D)	3 468	3 496	1 916	1 967	-805	-881
Trésorerie d'ouverture (E)	22 602	22 156	20 686	20 189	21 492	21 070
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E) (note 15)	26 070	25 652	22 602	22 156	20 686	20 189

4.5. Notes annexes

Note 1 Principes comptables

Le Directoire a arrêté le 24 mars 2017 les états financiers consolidés au 31 décembre 2016. Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 28 avril 2017.

Les comptes consolidés de ICE Groupe et de ses filiales (« le groupe ») au titre de l'exercice 2016 sont établis conformément aux règles comptables françaises 99-02 en vigueur. Non coté et de petite taille, ICE Groupe n'a pas à mettre en œuvre les normes IFRS, International Financial Reporting Standards, adoptées par l'Union Européenne.

Le groupe prévoyait néanmoins l'utilisation de ce référentiel IFRS dans ses comptes dès l'exercice 2009. Dans ce cadre, il avait anticipé dès les comptes de l'exercice 2008 l'utilisation de cinq normes et interprétations IFRS ayant un impact majeur dans ses comptes. Cependant en juillet 2009, l'IASB International Accounting Standards Board a publié de nouvelles normes IFRS simplifiées destinées aux sociétés n'ayant pas de responsabilité publique (non cotées ou ne détenant pas d'actifs à titre fiduciaire). Toutefois, l'ANC, l'Autorité des normes comptables, a indiqué ne pas être favorable à l'introduction de ce nouveau référentiel. Dans l'attente d'une stabilisation de ces normes et afin d'assurer une bonne continuité de présentation, notre groupe, qui a donc le choix entre l'utilisation du règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés ou l'application des « full IFRS », continue depuis d'utiliser les cinq normes et interprétations IFRS suivantes :

▪ Ecarts d'acquisition (IFRS 3 et IAS 36)

Un écart d'acquisition (ou « goodwill ») est la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation comptable à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, après prise en compte le cas échéant des impôts différés à la date d'acquisition. Il est comptabilisé à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dégagés lors de l'acquisition d'une société mise en équivalence sont présentés sur la ligne *Titres mis en équivalence*.

Jusqu'en 2015, le référentiel français 99-02 amortissait systématiquement ces écarts d'acquisition linéairement sur une durée entre 5 et 20 ans, prenant en compte les objectifs fixés et les perspectives envisagées au moment de l'acquisition. A compter des exercices ouverts en 2016, le règlement 2015-07 de l'ANC stipule que l'amortissement systématique du goodwill cesse de l'être en l'absence de limite prévisible à sa durée d'utilisation. Lors de la première application du nouveau règlement, l'ANC a laissé, au choix de l'entreprise, la possibilité de poursuivre le plan initial d'amortissement des écarts d'acquisition existant ou d'effectuer une nouvelle analyse de la durée d'utilisation limitée ou non de ces derniers. Par souci de simplification et afin de ne pas changer

de méthode, le groupe a choisi de poursuivre les plans d'amortissement initiaux.

Les normes et interprétations IFRS remplacent l'amortissement des goodwill par un test de valeur (« Impairment test ») chaque année : lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable du goodwill et sa juste valeur est comptabilisé en dépréciation des écarts d'acquisition de l'exercice.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et la valeur recouvrable des titres. Cette dernière est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée d'au moins 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût du capital. Il s'élevait à 8,5% pour 2015, à 8,4% pour 2014 et à 9,4% pour 2013, ajusté d'une prime de risque selon le secteur d'activité. Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts. Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché observées.

L'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable, à défaut de référence de transactions récentes similaires facilement disponibles.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Compte tenu des perspectives favorables dans l'ensemble des sociétés du groupe, aucune dépréciation d'écarts d'acquisition n'a été réalisée l'année dernière.

▪ Fonds commerciaux (IAS 38)

Les fonds commerciaux présents dans les comptes des filiales correspondent à des éléments non identifiables et doivent selon les normes IFRS être assimilés à des écarts d'acquisition. Ces fonds commerciaux ont donc été intégrés dans les écarts d'acquisition des filiales concernées et subissent les mêmes retraitements (annulation des amortissements antérieurs, etc.).

Le fonds commercial présent dans les comptes d'ICE et totalement amorti n'est pas retraité. Le fonds commercial d'ECI avait été totalement déprécié en 2013.

▪ CIR / subvention d'exploitation (IAS 20)

Le CIR (crédit d'impôt recherche), incitation fiscale à la recherche — sans ciblage sectoriel ou technologique — pour développer la capacité d'innovation et renforcer la compétitivité des entreprises, est assimilé à une subvention d'exploitation en raison de son importance accrue, passant

en quelques années de 5% à 10%, puis depuis 2008 à 30% des dépenses de recherche et développement.

Les crédits d'impôt ainsi obtenus n'apparaissent donc pas dans la ligne *Impôts sur les résultats* mais sont intégrés à la ligne *Subventions d'exploitation*.

▪ Valorisation des OPCVM (IAS 39)

Les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente. En conséquence, elles sont valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Éléments constatés directement en capitaux propres*.

1.1. Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables, nécessite que le groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, les provisions, les engagements de retraite, les impôts différés et la valorisation des compléments de prix. Les estimations utilisées par le groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques.

1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 31 décembre.

Les sociétés du groupe dans lesquelles la société mère ICE exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale avec dégagement des intérêts minoritaires.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les autres intérêts dans Cervicem, Giac, et Sequin ne sont pas consolidés car soit ces sociétés sont d'une importance non significative, soit le groupe n'y exerce pas d'influence.

1.3. Conversion des états financiers (filiales étrangères)

Les actifs et passifs en devises des filiales étrangères au Royaume-Uni et Etats-Unis sont convertis sur la base du cours de change constaté à la clôture. Les éléments de leurs comptes de résultats sont convertis au cours moyen de la période.

La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste *Réserve de conversion*, pour la part revenant au groupe et au poste *Intérêts minoritaires*, pour la part revenant aux tiers. Cette différence

n'impacte le résultat qu'au moment de la cession de la société.

1.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou services ont été transférés au client.

Les remises, ristournes et retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires.

1.5. Frais de recherche et de développement

Les dépenses engagées pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues.

Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont activées en immobilisations incorporelles uniquement si elles satisfont l'ensemble des critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'intention et la capacité de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet, sont démontrées,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme et pour l'utiliser ou le vendre sont disponibles,
- le groupe peut démontrer que le projet générera des avantages économiques futurs probables, comme l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet, ou son utilité en interne est démontrée.

Compte tenu du nombre actuellement important de projets en développement et des aléas liés à la décision du lancement des produits concernés par ces projets, ICE considère que certains critères d'activation ne sont dès lors pas remplis.

1.6. Immobilisations incorporelles

Elles figurent au bilan à leur prix de revient.

Il s'agit principalement des frais de recherche et développement correspondant à l'immobilisation entre 2000 et 2004 d'une partie des frais de l'étude du PCCN pour les postes électriques de Enedis. Ces frais ont fini d'être totalement amortis en 2006.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels amortis sur douze mois.

L'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning lié à l'acquisition de Stilog IST en mars 2014 fait l'objet d'un amortissement sur une durée de 10 ans.

1.7. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées d'amortissements des immobilisations sont les suivantes :

Installations techniques, matériel et outillage industriels	5/10 ans
Autres immobilisations corporelles	3/10 ans

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages.

1.8. Stocks et en-cours

Les matières et autres approvisionnements sont valorisés au prix moyen pondéré ou du « premier entré, premier sorti ».

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût de production qui comprend les consommations, les charges directes de production ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

Les provisions pour dépréciation prennent en considération les perspectives d'écoulement des produits, dépendant soit de l'évolution de la demande soit d'une obsolescence.

1.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La *trésorerie et équivalents de trésorerie* comprennent des liquidités en comptes bancaires et des parts d'OPCVM de trésorerie.

Les découverts bancaires, assimilés à un financement, sont présentés dans les *Emprunts et Dettes financières courants*.

Comme indiqué précédemment, les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente et sont donc valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Eléments constatés directement en capitaux propres*.

1.10. Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ». Cette valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

La plus grande partie de ces indemnités de retraites est couverte auprès d'une compagnie d'assurance. Les charges patronales sociales et fiscales de ces engagements sont gérées par des provisions.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre donc :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- le produit escompté du fond externe calculé sur la base du rendement de placements à long terme,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes.

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites*.

1.11. Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées des sociétés françaises intégrées.

Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs.

Elles sont évaluées en utilisant les règles fiscales en vigueur à la clôture et le taux d'impôt de l'exercice suivant.

Les impôts différés — actif — ne sont constatés que s'il est probable qu'ils pourront être récupérés.

Note 2_Variations de périmètre

Compte tenu de la rétrocession de TVA Group survenue dans l'exercice de son acquisition, il n'y a eu aucun changement en 2016.

Note 3_ Information sectorielle

3.1. Informations par secteur d'activité

Nombre ou milliers d'euro (proratisé)	Effectifs moyens	Entrées de commandes (A)	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Actif opérationnel (B)	Passif opérationnel (C)
2016						
Protection et contrôle	200	30 543	29 904	2 711	20 516	6 822
Spécialités électriques et électroniques	165	34 573	33 445	4 900	20 165	6 349
Ingénierie technique & logiciel	417	35 478	35 215	2 234	18 628	9 612
Groupe	791	100 594	98 568	9 843	62 838	24 047
2015						
Protection et contrôle	206	31 223	30 951	4 180	19 841	6 017
Spécialités électriques et électroniques	81	20 176	19 670	2 082	18 238	6 144
Ingénierie technique & logiciel	400	31 485	31 109	836	18 520	9 565
Groupe	693	82 884	81 737	7 155	60 971	24 582
2014						
Protection et contrôle	206	29 029	27 220	2 253	22 796	6 315
Spécialités électriques et électroniques	42	11 482	12 142	648	8 749	2 287
Ingénierie technique & logiciel	400	31 238	31 199	872	17 965	8 844
Groupe	648	71 748	70 561	3 732	49 712	17 447

(A) La méthode de comptabilisation des entrées de commandes d'ingénierie technique a été modifiée en 2015.

(B) L'actif opérationnel comprend les écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles, créances d'exploitation et stocks.

(C) Le passif opérationnel comprend les provisions pour risques et charges et les dettes d'exploitation.

3.2. Informations par zone géographique

Chiffre d'affaires	2016			2015		2014	
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro	Croissance en %	En milliers d'euro	Croissance en %
France	84 710	86%	+24%	68 591	+15%	59 679	+1.3%
International	13 858	14%	+5.4%	13 146	+21%	10 882	+15%
Groupe	98 568	100%	+21%	81 737	+16%	70 561	+3.1%

3.3. Informations par nature

Chiffre d'affaires	2016			2015		2014	
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro	Croissance en %	En milliers d'euro	Croissance en %
Marchandises	8 692	8.8%	+12%	7 780	+34%	5 819	+14%
Biens ⁽¹⁾	42 309	43%	+17%	36 124	+23%	29 415	-8.6%
Services ⁽¹⁾	47 566	48%	+26%	37 833	+7.1%	35 327	+14%
Groupe	98 568	100%	+21%	81 737	+16%	70 561	+3.1%

(1) Certains services étant regroupés avec des biens, le montant des services est minoré.

Note 4_Frais de personnel et effectifs

4.1. Effectifs ⁽¹⁾

	2016 ⁽²⁾	2015	2014
Ingénieurs, cadres et assimilés	480	477	466
Employés, techniciens et agents de maîtrise	206	167	150
Ouvriers	105	49	32
Total	791	693	648

(1) Moyenne annuelle. Par ailleurs, cet effectif a été complété par 15 indépendants en sous-traitance, 25 intérimaires et une dizaine d'apprentis.

(2) 774 salariés au 31/12/2016 hors Médiane Ingénierie (26)

4.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Rémunération du personnel	34 475	30 507	27 916
Charges sociales ⁽¹⁾	14 185	12 590	11 669
Participation des salariés	370	91	31
Total	49 030	43 188	39 616
(1) dont CICE	-1 087	-934	-871

4.3. Rémunération des dirigeants

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Salaires	3 670	3 031	2 682

Le nombre des dirigeants du groupe (membres des comités de direction ou exécutifs, directeurs généraux) était de 24 au 31 décembre 2016 ; il était de 20 en 2015 et 17 en 2014.

Note 5_Autres produits et charges, résultat exceptionnel

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Autres produits d'exploitation	6	6	17
Autres charges d'exploitation	-123	-54	-90
Total autres produits et charges d'exploitation	-117	-47	-73
Produits exceptionnels	772	298	242
Charges exceptionnelles	-3 130	-239	-135
Résultat exceptionnel ⁽¹⁾	-2 358	59	107
Total autres produits	778	305	259
Total autres charges	-3 254	-292	-225
Total autres produits et charges	-2 475	12	34
(1) dont cession immobilisations financières	-2 401	10	-

Note 6_Résultat financier

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Coût de l'endettement financier brut	-57	-27	-20
Produit de la trésorerie et équivalents de trésorerie	426	953	330
Coût de l'endettement financier net ⁽¹⁾	369	926	309
Autres produits et charges financiers	5	21	-11
Total	374	946	298

(1) Ce coût est négatif en raison des produits générés par notre trésorerie nette positive et croissante.

Note 7_Ecarts d'acquisition

En milliers d'euro	31/12/2016	Sorties	Acquisitions, dotations	31/12/2015
CEE España	10	-	-	10
Compelma	5 026	-	-	5 026
EC2E	1 106	-	-	1 106
ECl	181	-	-	181
ISIT	215	-	-	215
M2es Technologies	216	-	-	216
Médial Concept	1 210	-	-	1 210
Médiane Système	5 633	-	-	5 633
OTN	1 756	-	-	1 756
STIC	2 850	-	-	2 850
Stilog	1 342	-	-	1 342
Valeurs Brutes	19 546	-	-	19 546
CEE España	-	-	-	-
Compelma	2 884	-	-	2 884
EC2E	-	-	-	-
ECl	181	-	-	181
ISIT	-	-	-	-
M2es Technologies	-	-	-	-
Médial Concept	-	-	-	-
Médiane Système	-	-	-	-
OTN	-	-	-	-
STIC	1 900	-	-	1 900
Stilog	-	-	-	-
Dépréciations	4 966	-	-	4 966
Ecarts d'acquisition nets	14 580	-	-	14 580

Note 8 Impôts sur les résultats

8.1. Détail des impôts sur les résultats

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Impôts exigibles	2 299	1 190	758
Impôts différés	-1 219	59	-696
Impôts sur les résultats	1 079	1 250	62

8.2. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Résultat avant impôt	7 872	8 186	4 149
Charge d'impôt groupe	1 067	1 250	62
Taux d'imposition	13.6%	15.3%	1.5%

8.3. Impôts différés au bilan

En milliers d'euro	2016	Variation	2015	Variation	2014
Congés à payer	41	13	28	-612	640
Participation des salariés	370	168	201	162	39
Provisions pour retraites	1 317	71	1 246	89	1 157
Déficits reportables ⁽¹⁾	5 840	3 228	2 612	625	1 986
Amortissement fonds de commerce ⁽²⁾	380	-	380	17	363
Plus-values latentes sur OPCVM ⁽²⁾	418	-28	446	-51	497
Divers ⁽³⁾	-639	204	-842	-6	-836
(Provisions réglementées)	-	3	-3	-3	-
Solde base active /(passive) d'impôts différés	7 726	3 658	4 068	221	3 847
Solde d'impôts différés actif	2 722	1 161	1 560	18	1 542
Solde d'impôts différés (passif)	-146	58	-204	56	-260
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	2 575	1 219	1 356	74	1 282
Impôts différés ne transitant pas par le résultat	-	-	-133	-133	281
Variation impôts différés dans le compte de résultat	-	1 219	-	-59	-

(1) Les déficits reportables concernent ICE Groupe, ICE, ISIT, Médial Concept et Médiane Système.

(2) L'application des normes IFRS sur les fonds commerciaux et la valorisation des OPCVM n'a pas fait l'objet de retraitement des impôts différés.

(3) Dont la valeur nette de l'écart d'évaluation du logiciel VP Visual Planning de Stilog IST ramenée à 795 milliers d'euro en 2016.

Note 9_Autres immobilisations incorporelles

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Valeurs brutes ⁽¹⁾	1 526	1 526	1 526
Amortissements et provisions	414	304	194
Fonds commerciaux nets	1 112	1 222	1 332
Dotations aux amortissements et provisions	110	110	85

(1) Fonds commerciaux : Médiane Système (317), ECI (63) et ICE (fonds commercial C.M.I : 46) + Visual Planning (1100).

Le reste des autres immobilisations incorporelles sont des concessions, brevets et droits similaires. Les anciens frais d'établissement et frais de recherche et développement sont tous totalement amortis.

Note 10_Autres immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2016	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2015
Terrains et constructions	646	-	-	-	646
Installations techniques, matériel et outillage	3 930	-5	-65	153	3 847
Autres immobilisations corporelles	8 364	-4	-459	1 080	7 747
Valeurs brutes	12 940	-9	-524	1 233	12 240
Terrains et constructions	314	-	-	50	264
Installations techniques, matériel et outillage	3 360	-8	-64	214	3 219
Autres immobilisations corporelles	5 447	-7	-331	773	5 012
Amortissements	9 121	-16	-395	1 037	8 495
Immobilisations corporelles nettes	3 819	7	-129	196	3 746

En milliers d'euro	31/12/2015	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2014
Terrains et constructions	646	220	-20	47	400
Installations techniques, matériel et outillage	3 847	583	-1	398	2 867
Autres immobilisations corporelles	7 747	1 157	-583	1 220	5 953
Valeurs brutes	12 240	1 961	-604	1 664	9 220
Terrains et constructions	264	37	-	29	198
Installations techniques, matériel et outillage	3 219	465	-1	111	2 644
Autres immobilisations corporelles	5 012	612	-388	687	4 100
Amortissements	8 495	1 114	-389	828	6 942
Immobilisations corporelles nettes	3 746	847	-216	836	2 278

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Note 11_Actifs financiers non courants

En milliers d'euro	31/12/2016	Autres mouve- ments ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2015
Titres non consolidés ⁽²⁾	103	-	-3 000	3 000	103
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	935	0	-72	41	966
Valeur brute	1 038	0	-3 072	3 041	1 069
Provisions / titres non consolidés	22	-	-	-	22
Valeur nette	1 016	0	-3 072	3 041	1 047

En milliers d'euro	31/12/2015	Autres mouve- ments ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2014
Titres non consolidés ⁽²⁾	103	-15	-0	-	118
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	966	121	-50	94	802
Valeur brute	1 069	106	-51	94	920
Provisions / titres non consolidés	22	-	-	-	22
Valeur nette	1 047	106	-51	94	898

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

(2) Titres non consolidés :

- Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro (k€), participation détenue à 34%.

- Giac, participation de 23 k€ correspondant à la contrepartie de deux prêts à long terme.

- Sicav de trésorerie Sequin, participation de 53 k€ (membre fondateur), dont la valeur boursière au 31 décembre 2016 était de 83 k€.

(3) Les autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements et fonds de garantie.

Note 12_Stocks

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Matières premières et marchandises	7 536	7 142	5 747
En-cours de production de biens	3 192	3 275	3 162
Produits intermédiaires et finis	1 904	1 422	1 197
Valeurs brutes	12 631	11 839	10 106
Dépréciation	-1 527	-1 498	-1 193
Stocks et en-cours nets	11 104	10 342	8 913

Note 13_Créances clients

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Valeur brute	29 954	28 423	24 307
Dépréciation	-454	-401	-320
Valeur nette	29 500	28 022	23 987

Note 14_Autres actifs courants

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Fournisseurs débiteurs	98	47	163
Créances fiscales (hors impôts sur les bénéfices) et sociales	2 801	3 183	1 049
Charges constatées d'avance	976	695	545
Autres créances	371	1 320	267
Total	4 247	5 244	2 024

Note 15_ Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Valeurs mobilières de placements	7 433	6 403	10 642
Comptes bancaires et autres disponibilités	18 661	17 522	10 049
Total (actif du bilan)	26 094	23 925	20 692
- Concours bancaires courants (au passif du bilan)	-24	-1 323	-5
Trésorerie	26 070	22 602	20 686
Fournisseurs d'immobilisations financières	-	271	-
Emprunts et dettes financières non courants	4 500	1 522	782
Trésorerie nette de dettes financières	21 570	20 810	19 904

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents à fin 2016 s'élèvent à 418 milliers d'euro, contre 446 et 497 milliers d'euro respectivement fin 2015 et fin 2014, et sont enregistrés directement en capitaux propres.

Note 16_Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises Compelma, EC2E, ECI, ICE Groupe, ICE, ISIT, m2es Technologies, Médial Concept, Médiane Système, OTN, STIC et Stilog IST. A l'étranger, compte tenu des réglementations spécifiques, les engagements ne sont pas comptabilisés par des provisions.

Une grande partie de ces indemnités de retraites est couverte par un fonds auprès d'une compagnie d'assurance.

Les hypothèses utilisées pour le calcul se déclinent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Age futur moyen de départ en retraite	67	66	66
Taux de progression des salaires (net d'inflation)	1.5%	1.5%	1.5%
Taux d'actualisation (net d'inflation)	2.0%	2.0%	2.0%
Taux de rendement attendu du fonds	2.00%	2.65%	3.15%

Les engagements se ventilent comme suit :

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Valeur actuelle des engagements pour indemnité de fin de carrière	2 832	2 731	2 609
Valeur du fonds	1 515	1 486	1 453
Provisions pour retraites	1 317	1 246	1 157
Augmentation des engagements	389	192	232
Mouvements de périmètre et 1ère comptabilisation	-	187	180
Rendement attendu du fonds	30	33	46
Reprise de provision	288	257	94
Variation sur la période	71	89	272

Note 17_Emprunts et dettes financières non courants

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Par type			
Taux variable	50	250	450
Taux fixe	4 450	1 272	332
Par maturité			
Inférieure à 1 an	1 983	830	203
De 1 à 5 ans	2 517	692	579
Total	4 500	1 522	782
Taux d'intérêt ⁽¹⁾	0.6%	0.5%	0.5%

(1) Le taux d'intérêt effectif peut être affecté par les frais de dossier des emprunts.

Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés de taux pour couvrir le risque des taux d'intérêt variables.



Note 18_Autres passifs courants

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Clients créditeurs	775	601	374
Dettes fiscales (hors impôts sur les bénéfices) et sociales	14 534	15 770	11 254
Comptes courants créditeurs	25	6	1
Produits constatés d'avance	3 813	3 578	2 990
Autres passifs courants	717	582	391
Total	19 865	20 537	15 011

Note 19_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Stocks	-769	-207	279
Créances d'exploitation (dont clients)	-1 156	-2 516	-1 131
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	-563	3 938	72
Autres créances et dettes	-820	-1 473	-470
Total	-3 308	-258	-1 251

Note 20_Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, nous vous indiquons les montants des honoraires des commissaires aux comptes pris en charge dans les comptes de résultat :

En milliers d'euro	Exercices des mandats	2016	2015
Comptes sociaux ICE Groupe SA et consolidés groupe			
Socaudit, représentée par M. Hervé-J. Buffière, Paris 8ème	2012-2017	13.0	11.6
SKA, représentée par M. Frank Elbase, Paris 8ème	2014-2019	13.0	11.6
Filiales		121.4	110.3
CEE Italiana / Dott. Lamberto Gadda, Revisore Contabile ⁽²⁾ , Bergamo	2016	3.1	3.9
CEE Relays / PPK Auditors Ltd ⁽¹⁾ , Wokingham	2016	3.5	3.7
Compelma / SKA, M. Frank Elbase, Paris 8ème	2016-2021	11.1	10.7
Continental de Equipos Eléctricos / KPMG auditores, Madrid	2016	5.6	5.3
EC2E / JAC-Audit France, M. C. Rambeau, Boulogne-Billancourt ⁽³⁾	2014-2019	5.4	5.3
ICE / Socaudit & SKA (cf. ci-dessus)	2014-2019	26.3	23.2
M2es Technologies / M. Robert Girard, Le Touvet	2012-2017	7.0	6.6
Médiane Système / Agemocom, Paris 15ème	2016-2021	14.4	14.1
Médial Concept / M. Robert Girard, Le Touvet	2016-2021	5.8	7.9
OTN / Grant Thornton, Paris 17ème	2014-2019	9.1	2.5
ISIT / Agemocom, Paris 15ème	2015-2020	7.9	5.3
STIC / Socaudit, M. Hervé-J. Buffière, Paris 8ème	2015-2020	12.7	12.5
Stilog / Fico-Gestion, Paris 8ème	2016-2021	9.5	9.4
Total		147.4	133.5
(1) Auquel s'ajoutent d'autres prestations (juridique, fiscal, social)		2.7	2.7

(2) Pris en charge par ICE Groupe

(3) Sa filiale ECI n'a pas de commissaire aux comptes

Note 21_Engagements hors bilan

Les engagements reçus ne sont pas significatifs.

4.6. Liste des sociétés consolidées

	Siège	N° Siren ou Insee	% intérêt
Sociétés consolidées par intégration globale			
CEE España Continental de Equipos Eléctricos SA	Las Rozas (Madrid) Espagne	084 033 638	100,00%
CEE Italiana srl	Concorezzo (Milano) Italie	084 033 620	100,00%
CEE Relays Ltd	Slough (London) Grande Bretagne	084 033 646	96,50%
COMPELMA SAS	Les Ulis (Paris) France	353 387 921	100,00%
Domus Effectus SCI	Parthenay France	490 347 259	100,00%
EC2E Électro Câblage Engineering et Équipement SAS	L'Isle Adam (Paris) France	312 517 071	51,00%
ECI Électro-Câblage Industrie Sarl	Méry sur Oise (Paris) France	494 295 645	51,00% ⁽¹⁾
ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement SAS	Alfortville (Paris) France	808 660 781	100,00%
ICE Groupe Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe SA	Alfortville (Paris) France	542 014 782	100,00%
ISIT SAS	Plaisance du Touch (Toulouse) France	380 342 774	100,00%
OTN Organisation des Travaux Nucléaires SAS	Macon France	340 564 798	51,00%
M2es Technologies SAS	Les Marches (Chambéry) France	452 035 116	65,71%
Médial Concept SAS	Echirolles (Grenoble) France	499 260 594	95,71% ⁽²⁾
Médiane Système SA	Le Pecq (Paris) France	350 039 418	99,70%
STIC Sté Technique Ingénierie & Coopération SAS	Les Ulis (Paris) France	342 060 662	100,00%
STILOG Inc.	San Francisco (Californie) États-Unis	46-3620349 ⁽³⁾	50,96%
STILOG IST SAS	Nanterre (Paris) France	382 489 029	50,96%
Sociétés consolidées par mise en équivalence			
Alliance TI SARL	Rosny sous Bois (Paris) France	434 600 599	33,90% ⁽²⁾
Médiane Ingénierie SAS	Labège (Toulouse) France	509 728 994	38,88% ⁽²⁾

(1) Société détenue à 100% par EC2E détenue à 51,00%

(2) Sociétés détenues respectivement à 96%, 34% et 39% par Médiane Système détenue à 99,70%

(3) Employer Identification Number (EIN)

4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ICE Groupe tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant les montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de

l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Le groupe utilise depuis l'exercice 2008, la faculté d'application anticipée de certaines normes du référentiel IFRS dans ses comptes consolidés. Il a ainsi produit un jeu de comptes comparés en accord avec les règles françaises et les règles internationales. Nous nous sommes assurés de la clarté de l'information fournie en annexe et notamment que les normes IFRS appliquées faisaient l'objet d'une énumération détaillée précisant les options retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 10 avril 2017

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

Serge Kubryk Audit

Hervé-Jérôme BUFFIERE

Franck ELBASE



Comptes sociaux au 31 décembre 2016

5. Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés

En milliers d'euro	2016	2015	2014
Produits d'exploitation	9 692.7	8 425.9	30 484.7
Chiffre d'affaires net (note 67)	9 622.7	8 425.9	30 101.1
Subventions d'exploitation & autres produits	0.0	-	-
Production stockée	-	-	234.8
Reprise de provisions et transferts de charges	69.9	-	148.8
Charges d'exploitation	-9 660.9	-8 330.1	-31 537.5
Achats consommés et variation de stocks	-	-	-3 734.4
Autres achats et charges externes	-7 761.2	-7 698.4	-14 978.0
Impôts et taxes	-51.8	-28.0	-735.1
Charges de personnel (note 7)	-1 713.1	-540.3	-11 278.9
Dotations aux amortissements et provisions	-87.9	-24.6	-771.5
Autres charges	-47.1	-38.8	-39.6
Résultat d'exploitation	31.7	95.8	-1 052.8
Résultat financier (note 8)	3 917.4	2 030.9	1 332.4
Résultat courant avant impôts	3 949.2	2 126.7	279.6
Résultat exceptionnel	-2 400.0	-	551.8
Impôts sur les résultats (note 9)	-27.2	-100.0	2 155.3
Résultat net	1 522.0	2 026.7	2 986.7

5.2. Bilans comparés

Actif (en valeurs nettes)

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Actif immobilisé	45 223.2	45 226.9	21 691.3
Immobilisations incorporelles (note 1)	4.2	119.1	219.8
Immobilisations corporelles (note 2)	12.1	16.2	840.4
Immobilisations financières (notes 3 et 4)	45 206.8	45 091.7	20 631.1
Actif circulant	21 159.0	22 906.7	39 021.3
Stocks	-	-	7 467.6
Avances et acomptes versés (note 4)	98.0	-	118.3
Clients et comptes rattachés (note 4)	4 634.9	4 186.8	11 510.5
Autres créances (note 4)	6 052.7	8 849.1	8 444.1
Valeurs mobilières de placement	6 168.4	5 395.4	8 044.7
Disponibilités	4 205.1	4 475.4	3 436.1
Comptes de régularisation actif (note 4)	2.7	-	192.7
Total de l'actif	66 384.9	68 133.6	60 905.3

Passif

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Capitaux propres	52 482.4	51 866.3	50 711.5
Capital	11 324.0	11 324.0	11 324.0
Réserve légale	1 132.4	1 132.4	1 132.4
Autres réserves	37 000.0	36 000.0	34 000.0
Report à nouveau	1 504.0	1 383.2	1 268.4
Résultat	1 522.0	2 026.7	2 986.7
Provisions pour risques et charges (note 5)	19.9	13.4	369.8
Autres dettes (note 4)	13 882.6	16 253.9	8 353.7
Emprunts et dettes financières	10 439.2	8 549.4	1 453.1
Dettes d'exploitation	3 443.4	7 433.9	6 888.6
Dettes diverses	-	270.7	12.0
Comptes de régularisation passif (note 4)	-	-	1 470.3
Total du passif	66 384.9	68 133.6	60 905.3

5.3. Tableau des flux de trésorerie comparés

En milliers d'euro	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net	1 522.0	2 026.7	2 986.7
Amortissements et provisions	23.5	24.6	-121.1
Plus ou moins values de cession	2 400.0	-	-2.9
Marge brute d'autofinancement	3 945.5	2 051.3	2 862.7
Variation du besoin en fonds de roulement (note 10)	-1 740.4	-4 673.1	-753.8
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	2 205.1	-2 621.9	2 108.9
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-13.7	-15.4	-466.3
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	2.9
Acquisition et cessions de filiales, augmentation de capital filiales	-2 670.7	-4 569.3	-2 970.7
Variation des autres actifs financiers	0.5	4.1	7.4
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-2 683.9	-4 580.7	-3 426.7
Dividendes versés	-905.9	-871.9	-871.9
Encaissements provenant d'emprunts	5 414.2	-	-
Variation des comptes courants d'associés	-1 866.5	8 097.4	-783.4
Remboursement d'emprunts	-1 661.4	-200.0	-402.6
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	980.4	7 025.4	-2 057.9
Variation de trésorerie (A+B+C)	501.6	-177.1	-3 375.7
Trésorerie d'ouverture (D)	9 869.6	11 478.7	14 854.5
Mouvements de périmètre (E)	-	(1) -1 432.0	-
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E)	10 371.2	9 869.6	11 478.7

(1) Trésorerie nette apportée à ICE

5.4. Notes annexes

5.4.1. Périmètre et principes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au PCG 2014 et aux principes généralement admis. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

5.4.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels amortis sur douze mois.

5.4.3. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages à :

- Mobiliers linéaire 10 ans
- Matériels informatiques dégressif 2/3 ans

5.4.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Leur valeur est examinée annuellement, par référence à leur rentabilité actuelle et prévisionnelle et à la quote-part de capitaux propres détenue. Une dépréciation est, le cas échéant, constatée par voie de provision.

5.4.5. Stocks et en-cours

Devenue société holding, la société n'a plus de stock de matières premières, de marchandises ou d'en-cours.

5.4.6. Engagement en matière de pensions et retraites

L'engagement de la société en matière de retraites correspond à l'indemnité de départ en retraite prévue par sa convention collective.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'essentiel des indemnités de retraites hors charges est couvert auprès d'une compagnie d'assurance. Le solde de l'engagement continue à être géré par des provisions internes.

Note 1_ Immobilisations incorporelles

En milliers d'euro	31/12/2016	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2015
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	60.1	-	-	8.0	52.2
Autres immobilisations incorporelles	-	-115.6	-	-	115.6
Valeurs brutes	60.1	-115.6	-	8.0	167.7
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	55.9	-	-	7.3	48.7
Amortissements	55.9	-	-	7.3	48.7
Immobilisations incorporelles nettes	4.2	-115.6	-	0.7	119.1

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Note 2_ Immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2016	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2015
Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	118.3	-	5.7	112.6
Valeurs brutes	118.3	-	5.7	112.6
Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	106.2	-	9.7	96.5
Amortissements	106.2	-	9.7	96.5
Immobilisations corporelles nettes	12.1	-	-4.0	16.2

Note 3_ Immobilisations financières

En milliers d'euro	31/12/2016	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2015
Titres de participation ⁽²⁾	48 588.0	-	-	-	48 588.0
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	598.7	115.6	-	-0.5	483.6
Valeur brute	49 186.7	115.6	-	-0.5	49 071.6
Dépréciation de titres de participation	3 979.9	-	-	-	3 979.9
Valeur nette	45 206.8	115.6	-	-	45 091.7

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

(2) les titres de participation sont détaillés dans la note 4.

(3) Les autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements et fonds de garantie.

Note 4_Echéance des créances et des dettes

En milliers d'euro	31/12/2016					31/12/15
	A un an au plus	A plus d'un an	Brut	Dépré- ciation(1)	Net	Net
Créances	6 203.2	5 183.8	11 387.0	-	11 387.0	13 519.5
Prêts et dépôts	142.9	455.9	598.7	-	598.7	483.6
Avances et acomptes versés	98.0	-	98.0	-	98.0	-
Clients et comptes rattachés	4 634.9	-	4 634.9	-	4 634.9	4 186.8
Autres créances	1 324.8	4 727.9	6 052.7	-	6 052.7	8 849.1
Comptes de régularisation actif	2.7	-	2.7	-	2.7	-
Dettes	7 227.4	6 655.3	13 882.6	-	13 882.6	16 253.9
Emprunts et dettes financières ⁽²⁾	3 784.0	6 655.3	10 439.2	-	10 439.2	8 549.4
Dettes d'exploitation	3 443.4	-	3 443.4	-	3 443.4	7 433.9
Dettes fournisseurs et comptes rattachés ⁽³⁾	2 253.4	-	2 253.4	-	2 253.4	3 148.6
Dettes fiscales et sociales	1 190.0	-	1 190.0	-	1 190.0	4 285.3
Dettes diverses	-	-	-	-	-	270.7
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-	-	270.7
(1) Dotations de l'exercice						-
(1) Reprises de l'exercice						1.5

(2) Les dettes financières intègrent le *portage* de placements financiers pour les filiales : comptes à terme pour EC2E (1 M€) et ICE (1,2 M€) et OPCVM pour Stillog IST (0,49 M€).

Note 5_Provisions pour risques et charges

En milliers d'euro	31/12/2016	Reprises	Dotations	31/12/2015
Provisions pour risques et charges	19.9	-64.4	70.9	13.4
Provision pour retraite	19.9	-64.4	70.9	13.4

Note 6_Chiffre d'affaires

6.1. Informations par zone géographique

	2016			2015
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro
France	9 596.0	99.7%	+14%	8 405.5
Export	26.7	0.3%	+30%	20.5
Total	9 622.7	100%	+14%	8 425.9

6.2. Informations par nature

	2016			2015
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro
Services	2 893.5	30%	+61%	1 798.6
Portage pour le compte d'autres sociétés du groupe	6 729.2	70%	+1.5%	6 627.3
Total	9 622.7	100%	+14%	8 425.9

Note 7_ Frais de personnel et effectifs

7.1. Effectifs ⁽¹⁾

	2016	2015
Ingénieurs, cadres et assimilés	7	2
Employés, techniciens et agents de maîtrise	3	4
Total effectif salarié	10	6

(1) En moyenne annuelle.

L'effectif salarié au 31 décembre dernier était de 9 contre 6 en 2015.

7.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2016	2015
Rémunération du personnel	1 229.6	399.9
Charges sociales ⁽¹⁾	483.5	140.4
Total frais de personnel	1 713.1	540.3
(1) dont CICE crédit d'impôt compétitivité et emploi	11.5	8.3

7.3. Rémunération des dirigeants

Le total des rémunérations des membres du conseil de surveillance au titre de l'exercice 2016 a été de 86 040 euro.

Note 8_ Résultat financier

En milliers d'euro	2016	2015
Produits financiers	4 033.5	2 132.3
Dividendes encaissés des participations	3 665.4	1 241.0
Autres produits financiers	368.1	891.3
Charges financières	-116.1	-101.4
Résultat financier	3 917.4	2 030.9

Note 9_Impôts sur les résultats

9.1. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euro	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat courant	3 949.2	-827.2	3 122.0
Résultat exceptionnel	-2 400.0	800.0	-1 600.0
Résultat comptable	1 549.2	-27.2	1 522.0

9.2. Incidences des dispositions fiscales

En milliers d'euro	2016	Variation	2015
Congés à payer	40.6	13.0	27.6
Provisions pour retraites	19.9	6.5	13.4
Déficit reportable	2 132.5	2 132.5	-
Divers	389.3	-55.8	445.1
Total bases impôts différés actifs	2 582.3	2 096.2	486.1
Allègement de la dette future d'impôt	860.8	698.7	162.0
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	860.8	698.7	162.0

Note 10_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2016	2015
Variation des frais financiers	1.1	-
Variation d'exploitation	549.9	-2 562.9
Créances d'exploitation (dont clients)	4 540.3	-7 718.0
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	-3 990.5	5 155.1
Variation hors exploitation	-2 291.4	-2 110.2
Créances hors exploitation	-2 288.6	-2 116.4
Charges et produits constatés d'avance	-2.7	6.1
Total	-1 740.4	-4 673.1

Note 11_Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus ne sont pas significatifs.

5.5. Liste des filiales et participations

En milliers d'euro (k€)	Capital	Capitaux propres	Quote-part détenue du capital	Valeur comptable des titres détenus		Résultat 2016	Dividendes encaissés	Observations Clôture 31/12/16	Créances sur filiales	
				Brute	Nette				Clients	Comptes courants
CEE Italiana, srl Via Verga,11 I-20049 CONCOREZZO (Milano), ITALIE	96	1 606.0	100%	875.7	875.7	132.0	158.4		9.9	-
CEE Relays, Ltd 87C Whitby Road SLOUGH, Berkshire SL13DR, GRANDE BRETAGNE	350.4	295.1	96.5%	228.7	228.7	40.6	80.1	Année : 1€=1.2233€ 31/12 : 1€=1.1680€	9.0	-
COMPELMA, SAS Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve F-91940 LES ULIS	1 000	2 382.4	86.68%	5 634.2	3 033.8	620.3	-	Part détenue avec STIC de 100%	141.4	-
Continental de Equipos Eléctricos, SA C/Playa de Liencres E-28230 LAS ROZAS (Madrid), ESPAGNE	72.3	1 671.8	100%	42.0	42.0	484.0	500.0		7.8	-
Domus Effectus, SCI 36 av. Aristide Briand F-79201 PARTHENAY	20	-115.3	100%	20.0	20.0	-35.8	-	Location propriété fin 2016 pour 2 ans, puis vente et TUP.	-	270.1
EC2E Électro Câbl. Engineering et Équip., SAS 4 bd Napoléon 1er, Zac du pont des rayons F-95290 L'ISLE-ADAM	1 600	3 095.6	51%	2 517.0	2 517.0	598.6	239.7	Résultat de sa filiale ECI détenue à 100% : 61 k€. Créance client 47 k€.	124.2	-
ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement, SAS 11 rue marcel Sembat F-94140 ALFORTVILLE	12 000	22 441.0	100%	19 643.1	19 643.1	1 940.4	2 160.0		1 604.2	-
ISIT, SAS 7 rue Marie-André Ampère F-31830 PLAISANCE DU TOUCH	500.0	680.8	100%	1 014.2	1 014.2	-137.4	93.0		38.9	-
M2es Technologies, SAS 20 rue du Gamay F-73800 LES MARCHES	147	1 312.7	65.7%	755.7	755.7	546.7	72.2		72.7	-
Médiane Système, SA Bt Québec, 54 route de Sartrouville F-78232 LE PECQ	1 800	7 520.7	99.7%	7 825.3	7 825.3	391.5	-	Résultat de sa filiale Medial Concept détenue à 96% : 87.8 k€. Créance client 46,1 k€	198.2	-
OTN Organisation des Travaux Nucléaires, SAS 360 rue Einstein F-71000 MACON	1 000	4 438.4	51%	3 060.1	3 060.1	1 915.1	204.0		34.6	-
STIC, SAS Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve F-91940 LES ULIS	1 000	2 013.5	100%	3 935.5	2 556.0	331.0	-		136.6	-
STILOG IST, SAS Le Capitole, 55 av. des Champs Pierreux F-92000 NANTERRE	1 500	4 064.7	50.96%	2 955.7	2 955.7	1 065.1	158.0	Résultat de sa filiale Stilog Inc. : -126.2 k€	113.3	-

Les sociétés ci-dessous ne sont pas détaillées :

- Cervicem, société au capital de 15 millions d'euro, participation détenue à 34%.
 - Giac, participation de 23 millions d'euro correspondant à la contrepartie de deux prêts à long terme.
 - Sequin, sicav de trésorerie, participation (membre fondateur) de 53 millions d'euro (valeur de marché égale à 83 millions d'euro).
- Elles ne présenteraient qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif de donner une image fidèle de la situation financière du groupe.

5.6. Résultats financiers sur cinq ans

En euro	2016	2015	2014	2013	2012
Capital en fin d'exercice					
Capital social	11 324 000	11 324 000	11 324 000	11 324 000	11 324 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 132 400	1 132 400	1 132 400	1 132 400	1 132 400
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	9 623 000	8 426 000	30 101 000	34 136 000	31 781 000
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	1 559 000	2 141 000	966 000	2 747 000	4 666 000
Impôts sur les bénéfices	27 000	100 000	-2 155 000	-1 932 000	-961 000
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	359 000
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	1 522 000	2 027 000	2 987 000	3 108 000	3 301 000
Résultat distribué	928 568	905 920	871 948	871 948	849 300
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	1.35	1.80	2.76	4.13	4.65
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	1.34	1.79	2.64	2.74	2.92
Dividende attribué à chaque action	0.82	0.80	0.77	0.77	0.75
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	10	6	180	176	169
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 230 000	400 000	7 950 000	7 911 000	7 696 000
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	441 000	101 000	3 329 000	3 216 000	3 312 000

5.7. Rapport général des commissaires aux comptes

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ICE Groupe, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opéra-

tions de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé dans le cadre de notre audit ont porté notamment sur les principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que sur leur présentation d'ensemble.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 10 avril 2017

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

Serge Kubryk Audit

Hervé-Jérôme BUFFIERE

Franck ELBASE

6. Responsabilité sociale et sociétale de l'entreprise

6.1. Informations sociales

6.1.1. Les valeurs humaines du Groupe

Les valeurs de ICE Groupe s'articulent autour du respect de chacun, de l'esprit d'équipe, du courage, de l'honnêteté et du dépassement de soi. La transparence, l'exemplarité, l'épanouissement professionnel sont également des valeurs qui fondent l'action du groupe.

6.1.2. La politique de développement du Groupe

Dans un environnement dont l'évolution s'accélère, le groupe a la conviction que sa performance repose plus que jamais sur la dimension humaine.

Il veille à permettre aux jeunes générations de s'intégrer dans le monde du travail et aux seniors de se maintenir dans l'emploi. Les différents accords de contrats de génération s'inscrivent notamment dans cette perspective.

Le groupe privilégie les emplois durables tant à l'adresse des jeunes sans ou avec peu d'expérience professionnelle qu'à celle des salariés expérimentés.

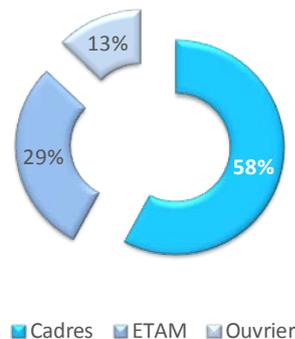
6.1.3. Emploi

a) Effectifs

Présent en France, Angleterre, Espagne, Italie et Etats-Unis, ICE Groupe employait en 2016 près de 800 personnes, hors apprentis.

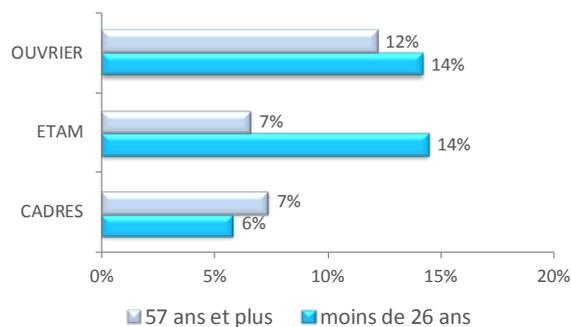
Effectif groupe	Holding	Ingé- nierie techniqu	Protec- tion et contrôle	Spécia- lités électr.	Total général
Cadre	4	332	80	34	450
ETAM*	5	76	98	50	229
Ouvrier	-	-	21	78	99
Total général	9	408	199	162	778

* Y compris assimilés cadres

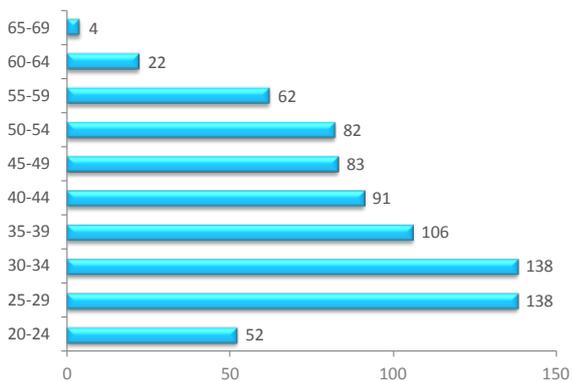


b) Age

L'effectif comprenait 73 personnes de moins de 26 ans (hors apprentis), soit plus de 9% de l'effectif. Elles étaient employées dans leur quasi-totalité en contrat à durée indéterminée (un seul CDD), dont 5 contrats à durée indéterminée de chantier. A l'autre extrémité des tranches d'âge, 60 personnes étaient âgées de 57 ans et plus, soit 8% de l'effectif, toutes employées en contrat à durée indéterminée. Leurs parts respectives dans l'effectif de leurs catégories professionnelles s'établissaient ainsi.

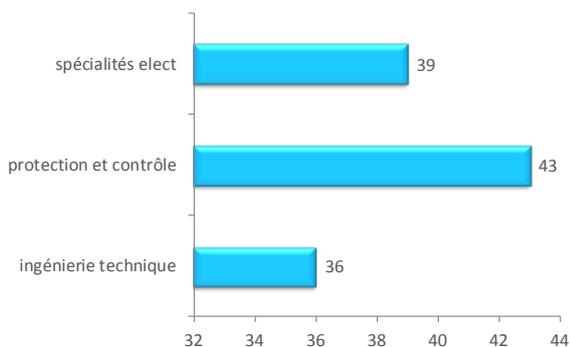


La structure de la pyramide des âges du groupe est équilibrée avec 24% de salariés âgés de moins de 30 ans, 54% de salariés âgés de 30 à 49 ans et 22% âgés de 50 ans et plus.



L'âge moyen reste de 39 ans, à raison de 40 ans pour les femmes et 38 ans et demi pour les hommes.

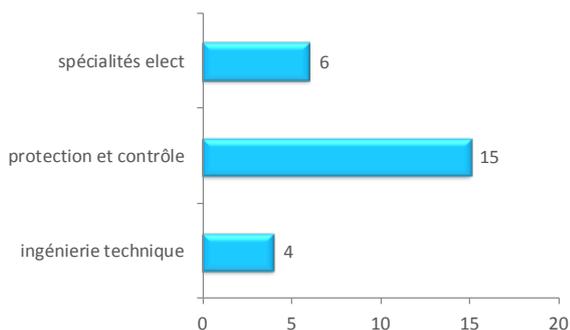
Selon les secteurs d'activité, l'âge moyen se répartit ainsi :



c) Ancienneté

L'ancienneté moyenne s'établit à 8 années chez les hommes et chez les femmes.

La nature de l'activité des différents secteurs sur lesquels le groupe est présent conduit à une forte différence entre le secteur de la protection / contrôle et les autres secteurs.

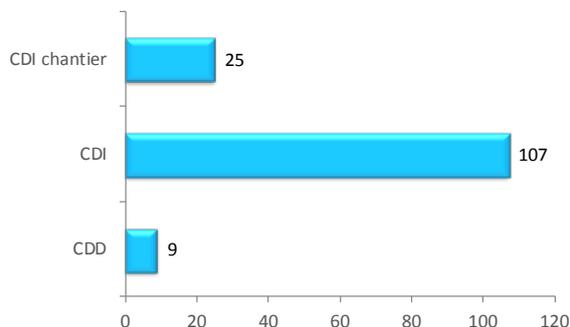


L'ancienneté moyenne est restée stable dans le secteur protection et contrôle et a baissé dans les deux autres secteurs.

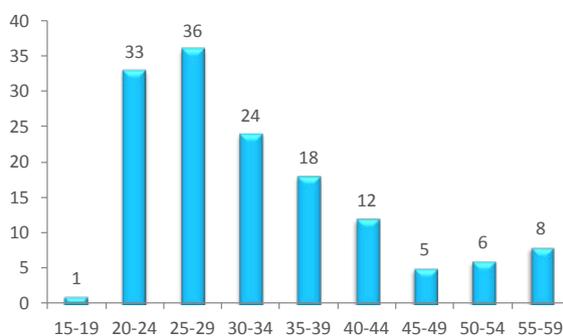
d) Embauches

Les entreprises du groupe ont poursuivi leur démarche de recrutement en 2016. 143 personnes (dont 2 en contrats de professionnalisation) ont ainsi rejoint le groupe au cours de l'année 2016. 65% des nouveaux embauchés relevaient de la catégorie Ingénieurs/cadres.

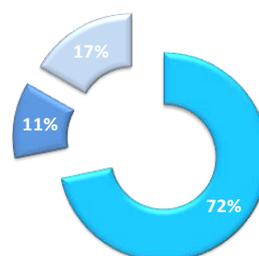
Les embauches ont été pour l'essentiel réalisées en contrat à durée indéterminée (CDI).



Les embauches ont concerné l'ensemble des tranches d'âge, avec une concentration dans les tranches d'âge inférieures à 30 ans.



En lien avec la nature de l'activité de ce secteur, l'ingénierie technique représente près des ¾ des embauches.

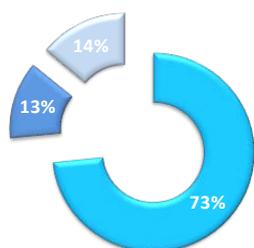


■ ingénierie technique ■ protection et contrôle ■ spécialités elect

Le groupe ne rencontre pas de difficultés majeures en matière de recrutement, que ce soit pour les cadres ou les autres catégories de personnel. Pour autant, ses métiers rendent complexes les embauches dans certaines fonctions.

e) Départs

Les départs ont été sensiblement équivalents aux embauches en 2016. A l'image des embauches, le secteur d'activité de l'ingénierie technique concentre près des ¾ des départs.



■ ingénierie technique ■ protection et contrôle ■ spécialités elect

f) Informations relatives aux plans de réduction des effectifs

Le groupe n'a engagé aucun plan de réduction d'effectifs en 2016.

Lors des opérations de croissance externe, le Groupe veille à maintenir les équipes en place.

6.1.4. Organisation du temps de travail

Dans les sociétés du groupe, le travail est organisé sur la base de la durée légale ou conventionnelle du temps de travail.

En France, la durée hebdomadaire moyenne est ainsi de 35 heures pour les Ouvriers et ETAM ; elle se traduit par des forfaits mensuels en heures, annuels en jours pour les cadres en fonction de leur emploi. Les cadres dirigeants ne sont pas concernés par la réduction du temps de travail.

Le groupe privilégie les contrats de travail à temps complet. La part des salariés exerçant leur activité dans le cadre d'un contrat de travail à temps partiel est marginale (2,5%).

6.1.5. Rémunérations

Politique générale de rémunération

Le groupe met en place différents dispositifs dont le périmètre s'étend du salaire direct (salaires, primes), aux systèmes de prévoyance et de retraite et à l'épargne salariale.

La politique de rémunération s'inscrit dans une recherche de compétitivité par rapport au marché externe et de cohérence interne. Elle s'articule autour d'une partie fixe et d'une partie variable individuelle / collective en lien avec l'atteinte des objectifs et les résultats économiques des entreprises.

L'individualisation des salaires met l'accent sur les responsabilités individuelles et les performances de chacun à tous les niveaux de la hiérarchie.

En matière de protection sociale, la politique du Groupe est guidée par une exigence de responsabilité sociale. Elle s'attache ainsi à assurer aux membres du personnel et à leur famille l'accès à un système de santé de qualité et à les protéger par un soutien financier dans les moments difficiles.

Enfin, plus de 80% des effectifs du groupe entraînent en 2016 dans le champ d'application d'un accord de participation.

6.1.6. Relations sociales et accords collectifs

En lien avec leurs secteurs d'activité, les entreprises du groupe relèvent de l'une des conventions collectives de branche suivantes : Métallurgie, Commerce de gros, Syntec.

a) Politique générale du dialogue social

Le dialogue social s'appuie sur le respect des partenaires syndicaux et sur une attitude de neutralité vis-à-vis des différentes organisations syndicales. Il est actif au plus près du terrain, en cohérence avec le fonctionnement décentralisé du Groupe.

La communication, la facilitation de la tenue des réunions pour les représentants des organisations syndicales et des instances représentatives du personnel, la volonté d'information, sont les principes du groupe pour favoriser le dialogue social.

Dans les sociétés où il n'existe pas d'instance représentative du personnel, le dialogue social est exercé directement avec les salariés dans une volonté de transparence et de confiance.

b) Instances représentatives du personnel

Plus de 80% des salariés du groupe travaillent dans des entreprises où des instances représentatives du personnel sont en place.

Celles-ci contribuent, notamment avec les instances en charge de l'hygiène, de la santé-sécurité et des conditions de travail, à la qualité du dialogue social et à la recherche de solutions adaptées.

Le comité de Groupe se réunit une fois par an. Il reçoit des informations sur l'activité, la situation financière, l'évolution de l'emploi et les prévisions ; il examine les comptes et le bilan consolidé du Groupe, ainsi que des rapports des commissaires aux comptes.

c) Accords collectifs

Les accords collectifs négociés et signés traduisent la réalité d'un dialogue social décentralisé qui prend en compte les réalités locales. Les accords signés en 2016, ont ainsi porté sur l'organisation du temps de travail, l'égalité professionnelle, la formation, les salaires, l'emploi des jeunes et des seniors.

6.1.7. Santé et sécurité

Politique générale de prévention

La protection de la santé et de l'intégrité physique des membres du personnel est un objectif majeur du groupe.

La politique du groupe vise à anticiper et prévenir les risques liés au travail, y compris les risques psychosociaux et à assurer la qualité des conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et de qualité de vie au travail.

Des actions de sensibilisation, de prévention, de formation adaptées à l'environnement des différentes activités ainsi que l'engagement des équipes au sein des entreprises permettent d'aboutir à un très faible niveau d'accidents de travail avec arrêt.

Dans les sociétés qui en sont dotées, les CHSCT tiennent chacun une réunion par trimestre.

6.1.8. Formation

Politique générale de formation

La politique générale de formation a pour objectifs principaux de transmettre les savoirs et savoir-faire du groupe, de maintenir à un haut niveau les compétences des équipes afin de répondre aux attentes de nos clients et rester un partenaire reconnu par eux.

Elle intègre des formations « métiers » et des sessions dédiées au management.

Les actions de formation réalisées par les sociétés du groupe en France ont représenté un montant global de 550.000 euro.

6.1.9. Diversité et égalité des chances

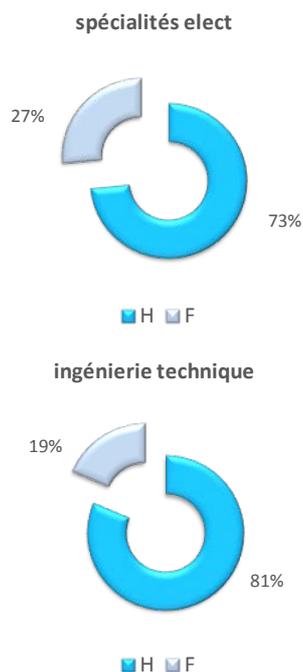
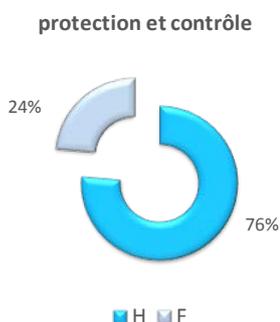
a) Politique générale du groupe

La politique mise en œuvre par le groupe a pour objet de prévenir toute forme de discrimination (à l'embauche, dans les relations de travail et dans les évolutions de carrière). Elle s'attache également à promouvoir l'égalité des chances qu'il s'agisse de mixité professionnelle, d'emploi des personnes en situation de handicap, issues de l'immigration, ou en matière de gestion des âges.

b) Égalité entre les femmes et les hommes

La nature très technique des métiers du groupe s'est historiquement traduite par une faible part des femmes dans les effectifs des sociétés du groupe. Des accords ou des plans d'action ont été mis en œuvre avec pour objectif de faire progresser la mixité dans les métiers et notamment augmenter la part des femmes dans les postes techniques.

La part des femmes dans l'effectif global a progressé en passant de 20% à 22% en 2016. Elle se répartit ainsi selon les secteurs d'activité :



Elle reste cependant en deçà dans les emplois techniques.

c) Personnes en situation de handicap

La politique de prévention du groupe est de tout mettre en œuvre pour limiter les accidents du travail et leurs conséquences en termes d'aptitude au travail.

En France, les sociétés employant au moins 20 salariés ont une obligation d'emploi fixée par la loi à 6 % de l'effectif. Les sociétés concernées s'acquittent de leur obligation en employant en interne des personnes en situation de handicap, en confiant de l'activité au secteur protégé, en versant une contribution à l'AGEFIPH (36.000 euro).

6.2. Informations sociétales

6.2.1. Impact territorial économique et social de l'activité

Principalement implanté dans l'immense territoire économique de la région parisienne, le Groupe ICE n'est pas un acteur économique significatif dans cette zone. A ce titre, il ne contribue pas à l'emploi au niveau local.

6.2.2. Le mécénat

Le groupe est un acteur engagé en faveur de causes ou d'événements liés à son activité ou à des événements de nature sportive. Il en a défini les modalités dans une charte. Celle-ci prévoit que les événements doivent être respectueux de l'environnement et véhiculer les valeurs portées par la société :

- dépassement de soi
- courage, pugnacité
- entraide, esprit d'équipe, cohésion
- respect de l'autre
- performance.

6.2.3. Sous-traitance avec les fournisseurs

Le groupe travaille avec de nombreux fournisseurs pour couvrir ses besoins en matières premières, sous-traitance, emballages et équipements de production.

Il développe une relation équilibrée et pérenne avec les sous-traitants et fournisseurs dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux.

Il demande donc à ses fournisseurs et sous-traitants de respecter les exigences sociales (concernant la liberté du travail, la discrimination, le harcèlement, le travail des enfants, les rémunérations, le temps de travail, la liberté syndicale, l'hygiène et la sécurité...), environnementales (réduction des impacts environnementaux, utilisation de technologies respectueuses de l'environnement, réduction des déchets, respect des réglementations et normes) et de la lutte anti-corruption.

Le groupe ICE cherche à travailler avec des fournisseurs qui partagent ces valeurs et ces engagements éthiques.

6.2.4. Le respect des conventions internationales

L'ensemble des sociétés du Groupe veille, en application des conventions internationales, à définir des politiques et des pratiques de respect de l'égalité des chances, d'absence de discrimination (sexe, race, religion, politique, etc.), de respect de la liberté syndicale, des personnes et d'interdiction du travail des enfants ainsi que du travail forcé.

6.2.5. Charte éthique

Dans un monde marqué par de fortes évolutions et de nouveaux défis en termes de développement durable, le Groupe s'attache à être un acteur écologiquement et socialement responsable.

Il est également soucieux d'agir en toutes circonstances dans le respect des principes éthiques qu'il s'est fixés et de se conformer aux lois et règlements en vigueur.

La charte éthique met en relief les valeurs essentielles que le groupe porte au quotidien dans sa relation avec ses clients, ses salariés, ses partenaires commerciaux et ses actionnaires. Elle matérialise les exigences relatives à l'application des Lois, au respect des droits fondamentaux, au respect du droit de la concurrence, à la lutte contre la corruption, à la neutralité politique etc...

7. Assemblée générale 2017

7.1. Ordre du jour

- Rapport de gestion du Directoire pour l'exercice 2016,
- Rapport du Conseil de surveillance pour l'exercice 2016,
- Lecture des rapports des Commissaires sur les comptes consolidés et sociaux de cet exercice et sur les conventions visées par l'article L 225-86 du Code de commerce,
- Approbation desdits comptes et conventions,
- Affectation des résultats,
- Fixation des jetons de présence du Conseil de surveillance.

7.2. Résolutions présentées par le directoire

RÉSOLUTIONS 1, 2, 3 ET 4 : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS, AFFECTATION DU BÉNÉFICE DE L'EXERCICE 2016, FIXATION DU DIVIDENDE

Exposé des motifs

Nous vous proposons un dividende unitaire de 0,82 euro, en augmentation de 2,5% par rapport à l'exercice précédent. Le montant global affecté aux 1 132 400 actions existantes serait donc de 928 568 euro.

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ces revenus distribués supporteront des prélèvements sociaux de 15,5% retenus à la source, et, hors PEA, seront imposés au barème progressif de l'IR après l'abattement de 40%. Ils seront versés après un acompte d'imposition de 21% (prélevé à la source par l'entreprise, puis constituant une créance sur le Trésor Public au moment de payer l'IR).

Comme le prévoit la Loi, nous vous rappelons que les distributions effectuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

En euro	Brut	Retenue ⁽¹⁾	Net ⁽²⁾
2013	871 948.00	-135 151.94	736 796.06
2014	871 948.00	-135 151.94	736 796.06
2015	905 920.00	-140 417.60	765 502.40

(1) Retenue de 15,5% de prélèvement sociaux.

(2) Prélèvement à la source obligatoire et non libératoire.

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

Nous vous proposons donc que le bénéfice de 1 521 998,16 euro et le report à nouveau antérieur de 1 503 957,86 euro, soit au total 3 025 956,02 euro, soient répartis de la façon suivante :

- Dividendes	928 568,00
- Réserves facultatives	1 000 000,00
- Report à nouveau	<u>1 097 388,02</u>
Total	3 025 956,02

Première résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2016 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2016, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes consolidés de l'exercice 2016 tels qu'ils ont été arrêtés par le directoire et présentés à l'assemblée générale.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Deuxième résolution

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2016 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice 2016, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes sociaux de l'exercice 2016 faisant ressortir un bénéfice net de 1 521 998,16 euro, contre 2 026 698,26 euro au 31 décembre 2015.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus

entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Troisième résolution

Conventions réglementées

L'assemblée générale prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225.86 du code de commerce.

Quatrième résolution

Affectation des résultats et fixation du dividende

L'assemblée générale décide d'affecter les bénéfices distribuables à savoir :

- Bénéfice de l'exercice 2016	1 521 998,16
- Report à nouveau antérieur	<u>1 503 957,86</u>
soit un total de :	3 025 956,02

de la façon suivante :

- dividendes	928 568,00
- Réserves facultatives	1 000 000,00
- Report à nouveau	<u>1 097 388,02</u>
soit un total de :	3 025 956,02

Le dividende ressort donc à 0,82 euro pour chacune des 1.132.400 actions de 10 euro de nominal.

Il est précisé que, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ces revenus distribués supporteront des prélèvements sociaux de 15,5% retenus à la source, et, hors PEA, seront imposés au barème progressif de l'IR

après un abattement de 40%. Ils seront versés après un acompte d'imposition de 21% (prélevé à la source par l'entreprise, puis constituant une créance sur le Trésor Public au moment de payer l'IR).

Ce dividende sera mis en paiement à l'issue de l'assemblée générale.

Conformément à l'article 243 bis de la loi 2006-1719 du 30 décembre 2005, il est rappelé que le montant du dividende distribué au titre des 1 132 400 actions a été :

En euro	Brut	Retenue ⁽¹⁾	Net ⁽²⁾
2013	871 948.00	-135 151.94	736 796.06
2014	871 948.00	-135 151.94	736 796.06
2015	905 920.00	-140 417.60	765 502.40

(1) Retenue de 15,5% de prélevement sociaux.

(2) Prélèvement à la source obligatoire et non libératoire.

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

RÉSOLUTION 5 : FIXATION DES JETONS DE PRÉSENCE

Exposé des motifs

Jetons de présence

Comme les dividendes, les jetons de présence, avaient été augmentés de +2,7% puis 0% et enfin +3,8% au cours des trois derniers exercices.

Il vous est proposé pour cet exercice de majorer les jetons de présence du Conseil de surveillance, à l'instar des dividendes.

Cinquième résolution

Fixation du montant des jetons de présence

L'assemblée générale décide de fixer globalement le montant des jetons de présence du conseil de surveillance à 48 230 euro pour l'exercice en cours.

Sixième résolution

Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prévus par la loi.

7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 10 avril 2017

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

Hervé-Jérôme BUFFIERE

Serge Kubryk Audit

Franck ELBASE

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article L.225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions avec la SCI Alfortville Brie Comte Robert (ABCR)

La société ICE Groupe a versé à la société ABCR un loyer de 357 325 € HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 10/12, rue du marché et 9/11 et 13, rue Marcel Sembat à Alfortville (94). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 36 858 €.

La société ICE Groupe a versé à la société ABCR un loyer de 323 841 € HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 24, rue Petit de Beauverger à Brie Conte Robert (77). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 51 750 €.

La société ABCR a également facturé 6 903 € de taxe sur les bureaux à ICE Groupe.

7.4. Affectation du résultat

En euro	2016	2015
Origines	3 025 956.02	3 409 877.86
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice	1 503 957.86	1 383 179.60
Résultat de l'exercice	1 521 998.16	2 026 698.26
Affectations	3 025 956.02	3 409 877.86
Réserves facultatives	1 000 000.00	1 000 000.00
Dividendes de 5% sur capital de 11 324 000 €	566 200.00	566 200.00
Complément de dividendes	362 368.00	339 720.00
Report à nouveau	1 097 388.02	1 503 957.86

8. Annexes

8.1. Ruban bleu 2016

OTN est ruban bleu  2016 pour sa croissance et ses résultats.

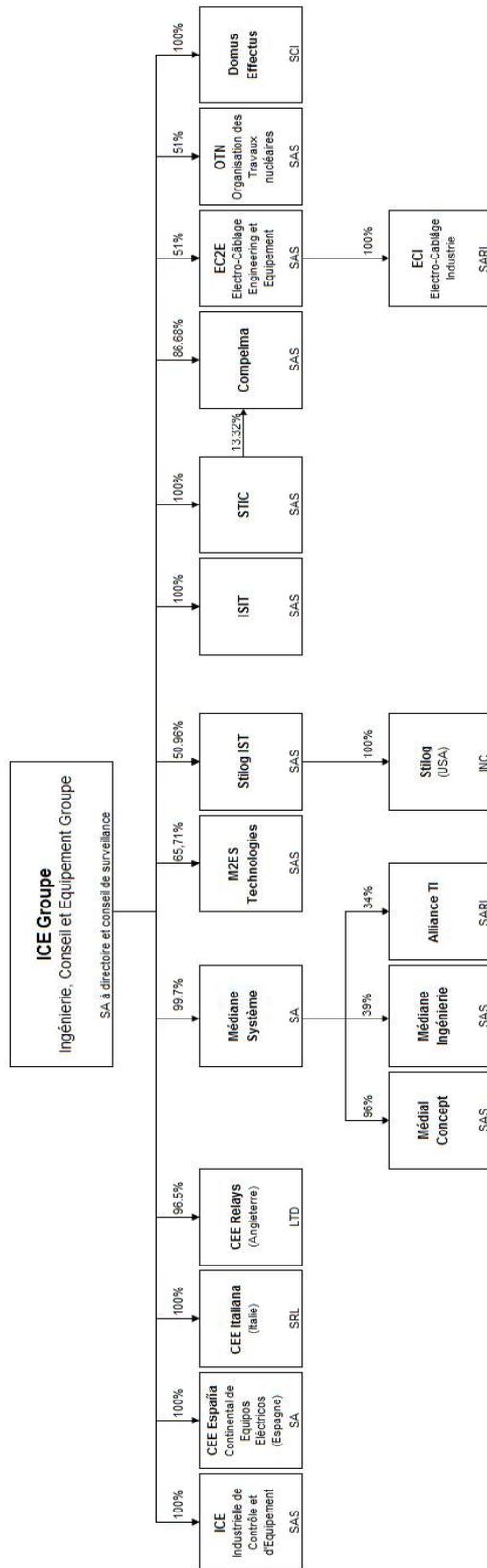
Sous la conduite de Messieurs Régis Hubert et Bruce Hubert, **OTN Organisation des Travaux Nucléaires** a obtenu en 2016 une croissance de +19% de ses ventes, avec des résultats en amélioration sensible.

Au cours des dix dernières années, les croissances annuelles moyennes de son chiffre d'affaires et de ses résultats ont atteint +12% et +60%.

Ses ventes et ses effectifs en font la troisième société du groupe.



8.2. Organigramme financier au 31-12-2016



8.3. Table de concordance du rapport de gestion

Afin de prendre connaissance des éléments du rapport de gestion, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par les articles L. 225-100 et suivants, L. 232-1 et R. 225-102 et suivants du Code de commerce.

Rubriques du Rapport de Gestion 2016	Pages
Situation et activité du Groupe en 2016, commentaires sur l'exercice	
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (incluant notamment les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et le montant des revenus éligibles à l'abattement)	35-39, 83-84
Faits marquants, événements récents, perspectives	41
Recherche et développement	26
Comptes sociaux	
Chiffres d'affaires	40
Bilan et compte de résultat de ICE Groupe	64-66
Dettes fournisseurs	40-70
Résultats financiers sur 5 ans	75
Filiales et participations	74
Facteurs de risques	
Risques liés à l'activité	27
Risque de liquidité	27
Risques financiers et de marché	28
Risques juridiques	28
Risques industriels et environnementaux	28
Assurance	28
Gouvernement d'entreprise	
Principes de gouvernance de l'entreprise	29
Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire durant l'exercice	30-31
Rémunération des mandataires sociaux	31
Informations sociales et engagements sociétaux	
Informations relatives aux questions de personnels et conséquences sociales	77-80
Informations relatives aux engagements sociétaux	81
Informations concernant le capital social	
Personnes physiques ou personnes morales exerçant un contrôle sur la société	34

ICE Groupe est une fédération d'entreprises dont l'origine se situe dans les secteurs de l'électromécanique, l'électronique et l'informatique. Son organisation en sociétés à taille humaine favorise la motivation des équipes, la relation directe avec les clients et apporte la force d'un groupe.



Pour répondre aux préoccupations environnementales et faciliter sa conservation et son classement, ce rapport annuel n'est plus imprimé mais diffusé par voie électronique. Il est notamment disponible sur le site Internet www.icegroupe.com.

Cependant, les personnes qui souhaiteraient encore disposer d'une version « papier » peuvent en faire la demande auprès de la société.